ICRML
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

CIRLM
Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

La diffusion savante en français au Canada : portrait, appuis et défis

Rapport →

*Éric Forgues, Vincent Larivière, Sylvain St-Onge et Victoria Volkanova**

Octobre 2026

*Note : l'ordre des auteurs et de l'autrice est en ordre alphabétique.

Pour citer ce document

Forgues, É., Larivière, V., St-Onge, S., Volkanova, V. (2026). *La diffusion savante en français au Canada : portrait, appuis et défis*. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

ISBN - 978-1-997571-06-3

© Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques/
Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities
18, avenue Antonine-Maillet, Maison Massey
Université de Moncton, Campus de Moncton
Moncton (Nouveau-Brunswick), Canada E1A 3E9
Téléphone : 506 858-4669
Site Web : www.icrml.ca

Dépôt légal : 4e trimestre 2026
Bibliothèque et Archives Canada

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux et figures ____ i

Remerciements ____ v

Introduction ____ 1

L'objet de notre étude ____ 3

La promotion du libre accès et des bonnes pratiques de la diffusion savante ____ 5

Des initiatives pour promouvoir le multilinguisme dans la diffusion savante ____ 6

Modèle de diffusion et accès aux savoirs ____ 8

Le Directory of Open Access Journals ____ 10

La conservation pérenne des publications ____ 11

Réflexions collectives sur la diffusion savante en français au Canada ____ 12

Groupe de travail sur l'édition savante au Canada (GTESC) ____ 12

Le Prix d'auteurs pour l'édition savante (PAES) ____ 13

Le Fonds du livre du Canada ____ 15

Comité permanent de la science et de la recherche ____ 15

Les principaux défis ____ 15

Réponse du gouvernement ____ 16

Symposium québécois des revues savantes ____ 17

Groupe consultatif externe sur la création et la diffusion d'information scientifique en français ____ 18

L'écosystème de la diffusion savante au Canada ____ 20

Les principaux acteurs qui composent l'écosystème de la diffusion savante en français au Canada ____ 20

Érudit ____ 22

Association des revues savantes canadiennes ____ 22

Les bibliothèques universitaires ____ 22

Les dépôts institutionnels ____ 24

Inventaire des dépôts institutionnels dans les établissements universitaires francophones et bilingues ____ 25

Les principales caractéristiques des dépôts institutionnels francophones et bilingues ____ 27

Les maisons d'édition et les presses universitaires 30
Données bibliométriques et administratives 37
Le français dans la recherche canadienne 38
Le bilinguisme des revues canadiennes 39
L'importance du libre accès 40
La langue des demandes de subventions 43
L'aide aux revues savantes du CRSH 46
Les revues savantes qui publient en français au Canada 47
Recension des revues savantes qui publient en français au Canada 47
Sondage auprès des revues qui publient en français au Canada 49
Profil des revues sondées 49
Données sur la gestion des articles soumis 51
Accès et consultation des revues 54
Transition vers le libre accès 56
Aspects financiers des revues 58
Rétribution et gestion des revues 62
Perspectives d'évolution des revues 63
Conclusion 67
Quelques tendances 67
Les revues 68
Les dépôts institutionnels 70
Les presses universitaires et les maisons d'édition savante 71
L'écosystème de la diffusion savante en français 71
Annexe I – Méthodologie pour le sondage 73
Annexe II – Tableaux 75
Références 83

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1. Quelques acteurs qui influencent la diffusion savante en français au Canada selon la langue et l'espace géographique de leurs actions 21
Tableau 2. Nombre de dépôts institutionnels répertoriés par province 26
Tableau 3. Dépôts institutionnels dans les établissements universitaires francophones et bilingues de la francophonie canadienne 29
Tableau 4. Les maisons d'édition savante en français au Canada 30
Tableau 5. Informations générales sur les presses universitaires 32
Tableau 6. Les maisons d'édition savante 34
Tableau 7. Les presses universitaires 35
Tableau 8. Le libre accès dans les presses universitaires 36
Tableau 9. Répartition géographique des revues 48
Tableau 10. Le mode d'accès aux revues selon la langue 49
Tableau 11. Langue de publication selon le type de revue 49
Tableau 12. Langue de fonctionnement des revues bilingues au Québec et à l'extérieur du Québec 50
Tableau 13. Accès à la revue (libre accès vs abonnement) 50
Tableau 14. Refus d'articles soumis 51
Tableau 15. Refus d'articles selon la langue de la revue 51
Tableau 16. Refus d'articles soumis en français et en anglais au sein des revues bilingues 52
Tableau 17. Proportion d'articles publiés en français dans les revues bilingues 52
Tableau 18. Format de publication selon la région 54
Tableau 19. Type d'accès à la revue selon la langue de publication 55
Tableau 20. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon la région 56
Tableau 21. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années selon le type d'accès 56
Tableau 22. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès selon la région 57
Tableau 23. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'année 2022-2023 selon la langue de publication 58

Tableau 24. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'Année 2022-2023 selon la région 59
Tableau 25. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon la langue de publication 59
Tableau 26. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon la région 59
Tableau 27. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon le type d'accès 59
Tableau 28. Sources de revenus de la revue pour l'année 2022-2023 60
Tableau 29. Sources de revenus de la revue pour l'année 2022-2023 61
Tableau 30. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la langue de publication de la revue 62
Tableau 31. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la région 63
Tableau 32. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la région 63
Tableau 33. Confiance en l'avenir financier selon la langue de publication de la revue 64
Tableau 34. Optimiste pour l'avenir des publications d'article en français selon la langue de publication de la revue 65
Tableau 35. Optimiste pour l'avenir des publications d'article en français selon la région 66
Tableau 36. Comparaison entre les données de notre échantillon et l'ensemble des revues canadiennes qui publient en français 74
Tableau 37. Rôle des répondants 75
Tableau 38. Proportion des revues hébergées au Québec vs dans la francophonie 75
Tableau 39. Nombre de services d'hébergement et d'agrégation utilisés par les revues 75
Tableau 40. Services d'hébergement et d'agrégation les plus populaires 76
Tableau 41. Langue de fonctionnement de la revue 76
Tableau 42. Langue de fonctionnement selon la langue de publication de la revue 76
Tableau 43. Langue de publication des revues 76
Tableau 44. Diminution du nombre d'articles soumis à la revue ces 10 dernières années 77
Tableau 45. Efforts pour accroître la proportion d'articles publiés en français au sein des revues bilingues 77
Tableau 46. Format de publication des revues 77
Tableau 47. Format de publication selon la langue de la revue 77

Tableau 48. Type d'accès à la revue 77
Tableau 49. Type d'accès à la revue selon la région 78
Tableau 50. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années 78
Tableau 51. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon la langue de publication 78
Tableau 52. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon le type d'accès 78
Tableau 53. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années 79
Tableau 54. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années selon la région 79
Tableau 55. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès 79
Tableau 56. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès selon la langue de publication des revues 79
Tableau 57. Types de difficultés rencontrées 80
Tableau 58. Aide pour assurer la transition au libre accès 80
Tableau 59. Aide pour assurer la transition au libre accès selon la langue de publication de la revue 80
Tableau 60. Aide pour assurer la transition au libre accès selon la région 80
Tableau 61. Type d'aide reçue 80
Tableau 62. Provenance de l'aide financière 80
Tableau 63. Provenance de l'aide technique 81
Tableau 64. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'année 2022-2023 81
Tableau 65. Les revenus pour l'année 2022-2023 81
Tableau 66. Couverture du financement par le financement interne en provenance de l'institution 81
Tableau 67. Couverture par une agence subventionnaire 81
Tableau 68 Couverture du financement par les partenaires 82
Tableau 69. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue 82
Tableau 70. Effort pour améliorer la situation financière 82
Tableau 71. Effort pour améliorer la situation financière des revues selon la langue et la région 82

Figure 1. Nombre et pourcentage d'articles canadiens en anglais, en français et dans les autres langues, 1990-2024 38

Figure 2. Pourcentage d'articles canadiens en français, selon la discipline, 1990-94 et 2020-24 39

Figure 3. Pourcentage des revues canadiennes selon leur bilinguisme, 1990-2024 – Revues bilingues : au moins un article dans chacune des langues officielles pour cette année-là 40

Figure 4. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès, selon la langue de l'article, 1990-2024 41

Figure 5. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès, selon la langue de l'article et la discipline, 2020-2024 42

Figure 6. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès publiés dans les revues canadiennes, selon la langue de la revue, 1990-2024 43

Figure 7. Pourcentage de demandes de subventions en français, universités francophones québécoises et universités francophones/bilingues hors Québec, par Conseil, 2002-2021 44

Figure 8. Pourcentage de demandes de bourses en français, universités francophones québécoises et universités francophones/bilingues hors Québec, par agence de financement, 2002-2021 45

Figure 9. Taux de succès des demandes de subvention selon la langue, universités francophones québécoises, par agence de financement, 2002-2021 45

Figure 10. Taux de succès des demandes de subvention selon la langue, universités francophones hors Québec, par agence de financement, 2002-2021 46

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rendu possible grâce à la contribution financière du Secrétariat aux relations canadiennes dans le cadre du Programme d'appui à la recherche, de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne et de l'Acfas.

Nous remercions Arbia Ouerghi et Kenza Kammoun qui ont agi comme assistantes de recherche dans le cadre de cette étude.

Nous tenons à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont bien voulu répondre à notre sondage dans le cadre de notre étude.

Enfin, nous remercions l'équipe d'Érudit pour son regard extérieur et la pertinence de ses retours sur la première version de ce document. Si ses suggestions nous ont permis de clarifier plusieurs aspects de notre travail, le contenu final de ce rapport demeure sous notre entière et unique responsabilité.

INTRODUCTION

L'étude que nous avons réalisée pour l'Acfas en 2021 brossait un portrait de la recherche et de sa diffusion en français, tout en explorant les divers enjeux et défis auxquels sont confrontés les chercheuses et chercheurs œuvrant en contexte francophone minoritaire (St-Onge *et al.*, 2021). Les données bibliométriques présentées dans cette étude mettaient en évidence la prédominance de l'anglais dans l'univers de la recherche, tant à l'international qu'au Canada, y compris au sein de la francophonie canadienne. Cette prédominance de l'anglais est notamment alimentée par des pratiques d'évaluation de la recherche dans les institutions postsecondaires francophones ou bilingues qui tendent à valoriser davantage les publications en anglais.

Cette recherche a également permis de mieux comprendre la dynamique particulière dans laquelle évoluent les chercheuses et chercheurs d'expression française à l'extérieur du Québec. En plus de confirmer la prédominance de l'anglais dans leurs activités de recherche, l'étude a mis en lumière d'autres défis, tels que le faible niveau de reconnaissance accordé à la recherche réalisée en français ou portant sur les communautés francophones, le manque de ressources et de services pour soutenir et développer la recherche ainsi que l'isolement géographique auquel ces chercheurs sont souvent confrontés.

Le rapport proposait plusieurs pistes de solution, dont la création d'un Service d'appui à la recherche en français (SARF), initiative concrétisée par l'Acfas en 2023. D'autres recommandations s'adressaient directement aux universités et aux agences subventionnaires, les invitant à abandonner les critères d'évaluation qui défavorisent les publications en français et, conséquemment, revoir les pratiques d'évaluation de la recherche afin de mieux reconnaître les publications en français ainsi qu'à offrir un soutien accru à la recherche réalisée en français.

Nous demandions par ailleurs que les agences subventionnaires financent les demandes soumises en français dans une proportion au moins équivalente à celle des demandes soumises dans cette langue.

Le rapport de l'Acfas a bénéficié d'une grande visibilité et d'une bonne couverture médiatique. Sa diffusion a suivi une trajectoire académique, permettant à plusieurs actrices et acteurs du milieu de la recherche de prendre la mesure des enjeux liés à la langue de la recherche. Elle a également suivi une trajectoire publique en attirant l'attention de personnes en position de prendre des décisions afin d'influencer le monde de la recherche. Cela a stimulé une discussion publique sur la situation de la

recherche en français. Ce qui était au départ une question de recherche est devenue un « problème public » qui est désormais à l'ordre du jour de plusieurs élus.

Deux évènements en particulier ont mis en lumière la fragilité des établissements universitaires en contexte francophone minoritaire. Tout d'abord, les réductions du financement du Campus Saint-Jean par le gouvernement de l'Alberta. Ensuite, la décision de l'Université Laurentienne de se placer sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Concernant cette dernière décision, il s'agissait d'une première pour une université canadienne. Cela lui a donné les coudées franches pour éliminer 72 programmes, dont 29 programmes offerts en français, et pour licencier plus d'une centaine de professeures et professeurs (Senga, 2022). Ces évènements ont incité l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) à organiser des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire, dont un volet portait sur la recherche (ACUFC et FCFA, 2022). Plusieurs recommandations ont été formulées pour que le gouvernement canadien et les agences fédérales de financement de la recherche appuient la recherche et la diffusion des savoirs en français.

Les défis de la recherche en français ne peuvent être relevés que s'il y a un engagement concerté de plusieurs organismes, institutions et gouvernements. Le gouvernement canadien peut jouer un rôle en sensibilisant et en engageant les agences subventionnaires fédérales. Le Comité permanent de la science et de la recherche du gouvernement canadien a d'ailleurs mené « une étude de la recherche et la publication scientifique en français, au Québec et dans le reste du Canada », donnant lieu à la publication d'un rapport en 2023 qui comprenait plusieurs recommandations afin d'appuyer la science en français (Chambre des communes, 2023a). En 2023, le gouvernement canadien présente son Plan d'action pour les langues officielles, qui contient des mesures pour favoriser la science en français. Le Plan prévoit notamment un investissement de 8,5 millions de dollars « pour soutenir la création de nouvelles mesures visant à améliorer l'écosystème de la recherche en français au Canada » (Patrimoine canadien, 2023, p. 25). De son côté, le gouvernement québécois exerce un leadership dans le cadre de sa Politique en matière de francophonie canadienne pour appuyer notamment la science en français (Gouvernement du Québec, 2022).

L'OBJET DE NOTRE ÉTUDE

La possibilité et la capacité d'exercer la science en français font partie d'une réflexion et d'une discussion collectives qui visent à trouver des solutions pour la promouvoir dans un contexte scientifique anglodominant ainsi qu'à mobiliser les instances dirigeantes à cette fin.

C'est pour poursuivre dans la continuité du rapport réalisé par l'Acfas que s'est définie la présente étude. Celle-ci cherche à couvrir un aspect de la recherche en français qui n'a pas été abordé lors de la précédente étude, soit le monde de la diffusion et de l'édition savante en français au Canada; c'est-à-dire les revues, les presses universitaires, incluant les maisons d'édition savante et les dépôts institutionnels[1]. Une question que nous nous sommes posée consistait à savoir quels peuvent être les effets de l'anglicisation de la recherche sur les revues académiques. De plus, dans un contexte où les trois organismes subventionnaires de recherche (CRSH, IRSC, CRSNG) s'engagent vers le libre accès immédiat et sont en voie d'adopter une nouvelle politique du libre accès pour les résultats de recherche issus de projets financés par les organismes (Gouvernement du Canada, 2025), nous avons cherché à comprendre la situation des revues dans leur transition vers le libre accès.

Notre étude cherche plus précisément à apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- Quelles tendances observe-t-on dans les publications en français au sein des revues francophones et bilingues?
- À quel point la diffusion savante en français a-t-elle pris le virage du libre accès?
- Quels sont les obstacles rencontrés par les revues francophones et bilingues qui souhaitent prendre le virage du libre accès et quels sont les services d'aide existants?
- À quel point les chercheuses et les chercheurs d'expression française publient-ils dans les revues en libre accès?

Par ailleurs, notre étude cherche d'abord à décrire l'environnement de la diffusion savante en français au Canada en nous penchant sur les revues, les presses universitaires, les maisons d'édition savante et les dépôts institutionnels.

Pour mener notre étude, nous avons employé plusieurs méthodes de collecte et d'analyse de données (recherche documentaire, analyses bibliométriques et des bases de données administratives et sondage).

[1] L'expression « diffusion savante » inclut les pratiques d'édition des savoirs.

Les sections qui suivent présentent le contexte de la diffusion savante en mentionnant les initiatives qui visent à en promouvoir le libre accès et la diversité linguistique. Elles tracent à grands traits l'écosystème de la recherche en français au Canada ainsi que les réflexions collectives qui ont eu lieu récemment pour consolider cet écosystème. Elles proposent ensuite une analyse des tendances canadiennes en matière de diffusion savante en français ainsi que les résultats d'un sondage auprès des revues qui publient en français.

LA PROMOTION DU LIBRE ACCÈS ET DES BONNES PRATIQUES DE LA DIFFUSION SAVANTE

Le monde de la diffusion savante subit des transformations qui influencent grandement l'accès aux savoirs. Que ce soit l'ampleur de la marchandisation des savoirs et les efforts pour promouvoir et développer la diffusion en libre accès, les transformations des pratiques de la diffusion savante ont des effets sur les modes d'accès aux savoirs scientifiques. La place prédominante de l'anglais dans la diffusion de la recherche conditionne également l'accès aux savoirs scientifiques.

Si nous voulons comprendre l'environnement dans lequel évoluent les revues canadiennes qui publient en français, il importe de considérer deux tendances fortes dans le domaine de la diffusion savante : l'anglicisation et la marchandisation de la diffusion des connaissances. Ces deux phénomènes vont de pair avec une science et des pratiques de recherche qui s'internationalisent (Dubois *et al.*, 2016) et qui se diffusent largement sur des interfaces numériques.

L'anglicisation touche, dans des proportions beaucoup plus élevées, les sciences de la santé et les disciplines des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) (Larivière, 2018; St-Onge *et al.*, 2021). La définition des questions et des problématiques de recherche en sciences sociales et humaines dépend généralement d'un contexte sociohistorique qui influence les choix quant à la langue et aux lieux de publications. La recherche en sciences sociales et humaines, qui prend comme objet des communautés et des populations francophones, a plus de chance de diffuser ses résultats dans la langue de la communauté et sur des médias nationaux ou régionaux, venant ainsi freiner l'anglicisation de la recherche dans ces disciplines.

Si les disciplines des sciences sociales et humaines conservent un ancrage national, c'est que les sociétés expriment la nécessité de se connaître, et ce sont les « nationaux » qui sont en première ligne pour satisfaire cette demande sociale, même si, bien sûr, des étrangers peuvent aussi en devenir spécialistes (Dubois *et al.*, 2016, p. 411). Cependant, les sciences sociales et humaines tendent aussi à se publier de plus en plus en anglais (Warren et Larivière, 2018).

La plus forte visibilité des publications en anglais (Di Bitetti et Ferreras, 2017; Yoon *et al.*, 2023) et leur plus grande valorisation, notamment avec l'utilisation des facteurs d'impact pour évaluer les demandes de financement ou les candidats à l'embauche ou à la promotion, contribuent à accroître l'attractivité de la langue anglaise pour publier.

Cela entraîne toutefois des conséquences sur les revues qui publient en français au Canada. D'une part, les revues bilingues voient diminuer la proportion de leurs articles publiés en français et, d'autre part, le nombre de revues créées qui publient en français a fortement diminué ces dernières années (St-Onge *et al.*, 2021).

Par ailleurs, nous assistons à une concentration croissante des entreprises qui assurent la diffusion des savoirs (Sparc, 2021) à la suite de plusieurs opérations d'achats de revues et de plateformes de diffusion. Ainsi, un nombre de plus en plus restreint d'entreprises, notamment les cinq grandes plateformes de diffusion, les « *big five* », soit Elsevier, Springer Nature, Wiley, Taylor & Francis et Sage, occupent une position dominante dans le monde de la diffusion savante à haut facteur d'impact et publient en très grande majorité des revues en anglais (Larivière *et al.*, 2015), bien qu'il existe de plus en plus de revues qu'ils ne contrôlent pas (van Bellen *et al.*, 2025). Le statut souvent fragile des revues indépendantes rend ces dernières susceptibles d'intégrer ces plateformes commerciales (Winter et Sardino, 2024). Propriétaires d'un nombre accru de revues scientifiques, ces entreprises contrôlent l'accès à leur contenu moyennant des frais. Les bibliothèques universitaires paient des sommes exorbitantes pour donner accès à leurs contenus aux membres de leur communauté universitaire respective. En plus de représenter une barrière à l'accès aux contenus scientifiques, cela fait craindre une réduction de la bibliodiversité, c'est-à-dire une diminution du nombre d'intervenants dans le domaine de la publication scientifique (Shearer *et al.*, 2020).

DES INITIATIVES POUR PROMOUVOIR LE MULTILINGUISME DANS LA DIFFUSION SAVANTE

Afin de protéger et de promouvoir la diversité linguistique des publications scientifiques, plusieurs initiatives tentent de modifier le contexte anglodominant de la diffusion savante et l'utilisation des facteurs d'impact des revues qui valorisent les publications en anglais. Nous pouvons mentionner la Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche, mieux connue sous son acronyme DORA, qui milite depuis sa création en 2012 auprès des universités, des agences de financement, des éditeurs et des chercheurs pour des méthodes d'évaluation de l'impact de la recherche qui soient plus équitables. En juin 2026, plus de 26 000 signataires, dont 23 585 individus et 3 635 organismes avaient signé la Déclaration. Au Canada, 1 031 individus et 74 organismes avaient signé la Déclaration en juin 2026, dont les trois agences subventionnaires de la recherche, des universités au Québec et une université francophone hors Québec (l'Université de Moncton). Certes, la signature de DORA n'est pas contraignante et, comme le mentionne Vincent Larivière, dans bien des cas, il peut s'agir d'un « exercice de relations publiques plutôt que d'un réel changement de

pratiques » (cité dans Bilodeau, 2021). Il demeure que, dans la foulée de la signature de DORA, les trois agences subventionnaires fédérales (CRSH, IRSC et CRSNG) ont adopté un nouveau modèle de CV, appelé CV narratif, qui permet de mieux refléter la diversité des réalisations des personnes candidates à l'obtention de financement en recherche (CRSH, s.d.).

Plus récemment, l'Initiative d'Helsinki sur le multilinguisme dans la communication savante a été mise sur pied pour défendre l'intégrité linguistique des espaces nationaux de recherche. Cette initiative encourage plusieurs institutions (universités, instituts de recherche, bailleurs de fonds pour la recherche, bibliothèques) et les chercheurs à

1) promouvoir la diffusion de la recherche qui soit pertinente pour la société,
2) promouvoir l'accès à la recherche dans une diversité de langues,
3) appuyer les infrastructures nationales de production et de diffusion des savoirs et des pratiques d'évaluation de la recherche qui ne favorisent pas une langue aux dépens des autres (Helsinki Initiative on Multilingualism in Scholarly Communication, 2019).

Née sous l'impulsion d'acteurs de la recherche en Europe, l'initiative recueille aujourd'hui l'appui d'organismes et d'individus dans le monde. Le consortium Érudit est signataire de cette initiative, car, comme il l'explique, cela « s'aligne avec la volonté d'Érudit de renforcer son engagement dans la défense de la bibliodiversité et dans la valorisation des revues savantes nationales francophones ou bilingues » (Érudit, 2022).

Lancée en 2022 en Europe, la Coalition for Advancing Research Assessment (CoARA) est une autre initiative qui coalisait en 2026 plus de 800 acteurs de la recherche qui s'engagent à réformer les pratiques d'évaluation de la recherche afin de mesurer ses impacts de manière plus inclusive et efficace. En plus de signer la déclaration de principe, il est possible de devenir membre de la Coalition, ce qui suppose un engagement accru à promouvoir ces principes dans le cadre de communautés de pratique fondées sur l'apprentissage mutuel (CoARA, s.d.). Au Canada, seuls le Fonds de recherche du Québec et University of Waterloo étaient membres de CoARA en 2026 (CoARA, s.d.).

Comme nous pouvons le constater, les initiatives se multiplient pour valoriser les publications scientifiques qui sont réalisées dans d'autres langues que l'anglais, et qui se diffusent dans des circuits indépendants des grands acteurs commerciaux de la diffusion savante. Cela passe notamment par un renouvellement des pratiques d'évaluation de la recherche afin de les rendre plus inclusives et mieux mesurer son impact dans la société. Ces initiatives visent à transformer les pratiques de diffusion des connaissances en faveur d'une plus grande diversité linguistique.

MODÈLE DE DIFFUSION ET ACCÈS AUX SAVOIRS

De façon schématique, nous pouvons distinguer deux modèles de diffusion des résultats de la recherche : un modèle marchand et un modèle à but non lucratif. Dans le modèle marchand, quelques entreprises contrôlent la majorité des publications savantes, soit Elsevier, Wiley, Taylor & Francis, Springer Nature and SAGE (Larivière *et al.*, 2015). Après avoir privilégié un modèle d'abonnement qui rendait les savoirs accessibles en imposant des frais au lectorat et aux bibliothèques universitaires, ces grandes entreprises tendent à privilégier un nouveau modèle d'affaires qui rend une partie des publications en libre accès, en facturant des frais de publication aux autrices et aux auteurs ainsi qu'aux bibliothèques selon diverses formules d'abonnements. Une étude a estimé que de 2015 à 2018, ces entreprises ont facturé environ un milliard de dollars de frais aux autrices et aux auteurs (Butler *et al.*, 2023).

La diffusion savante en libre accès peut suivre plusieurs voies[2]. La voie verte désigne l'autoarchivage par les chercheuses et chercheurs dans des services de dépôts institutionnels. Les voies dorée et diamant rendent le contenu accessible au lectorat dès la publication, mais, dans le cas de la voie dorée, l'éditeur facture des frais aux autrices et auteurs, aux bibliothèques ou bailleurs de fonds de la recherche, alors que la voie diamant ne prévoit pas de tels frais. La voie bronze est un modèle qui diffuse le contenu en libre accès, mais les revues ne sont pas répertoriées dans le Directory of Open Access Journals et les licences de droit d'auteur ne sont pas précisées (Li, 2025; Piwowar *et al.*, 2018). Par ailleurs, certaines revues adoptent des modèles hybrides qui offrent différentes options d'accès au lectorat et pour les autrices et auteurs qui souhaitent y publier (Li, 2025).

Piwowar *et al.* (2018) estimaient la proportion des publications scientifiques en libre accès dans le monde à 28 % et que ce mode de diffusion des publications était en croissance. D'autres données provenant de Scopus montrent que la proportion des publications qui proposent une forme de libre accès (or, vert ou bronze) est passée de 30 % en 2013 à 48 % en 2023 (STM Advancing trusted research, s.d.). Pour la même période, la proportion des publications diffusées uniquement par abonnement est passée de 70 % à 30 %. Une autre source indique que la proportion des publications en libre accès était de 46 % pour la période de 2019 à 2024 (OpenAlex, s.d.). Une étude publiée en 2023 montre qu'au Canada, le taux des publications scientifiques en libre accès entre 2015 et 2019 était de 44 %, un pourcentage qui varie notamment selon les disciplines. Les publications dans les sciences de la santé sont plus nombreuses en proportion à être diffusées en libre accès, avec plus de la moitié des publications qui le

[2] Le lectorat peut consulter la note de recherche du Consortium Érudit (2021) pour en savoir plus sur les diverses voies du libre accès. Il peut également consulter Teluq (s.d.).

sont (Paquet *et al.*, 2023). S'ils sont en libre accès, nous pouvons penser que les articles de revues seront cités davantage. De fait, les articles publiés en libre accès étaient cités 18 % plus souvent (Piwowar *et al.*, 2018).

Le mouvement vers le libre accès mobilise plusieurs acteurs afin de favoriser ce mode de diffusion et d'établir de bonnes pratiques en matière de diffusion des savoirs. Dès 2002, l'Initiative de Budapest pour l'accès ouvert (BOAI) promeut le libre accès aux contenus scientifiques en mobilisant des chercheurs et des institutions du milieu de la recherche et de la diffusion savante[3]. À l'automne 2025, l'Initiative comptait près de 7700 signataires individuels et près de 2100 signataires institutionnels.

Lancée en 2018, le Plan S est une initiative d'une douzaine d'agences nationales de financement de la recherche en Europe qui cherche également à promouvoir le libre accès et le respect d'une dizaine de principes en matière d'édition savante[4].

En 2024, plusieurs acteurs de la recherche en Europe ont lancé la Déclaration de Barcelone sur l'ouverture des informations sur la recherche qui promeut la science ouverte et souhaite en faire la nouvelle norme en matière de recherche. Cherchant à mobiliser les organisations qui réalisent, financent et évaluent la recherche, les signataires s'engagent 1) à faire de « l'ouverture la règle par défaut pour les informations de recherche » qu'ils utilisent, 2) à collaborer avec des services qui soutiennent la recherche ouverte, 3) à appuyer « la pérennité des infrastructures d'information de recherche ouverte » et 4) à appuyer l'action collective qui favorise la transition vers la recherche ouverte (Kramer *et al.*, 2024).

Au Canada, les trois agences fédérales de financement de la recherche ont élaboré en 2015 une politique afin de promouvoir le libre accès. Révisée en 2022, celle-ci incitait les chercheurs financés par l'une des agences à diffuser les résultats de leurs travaux en libre accès. Cette politique demandait aux titulaires d'une subvention de « s'assurer que les articles découlant de la recherche financée par les organismes qu'ils publient dans une revue avec comité de lecture sont accessibles gratuitement dans les 12 mois qui suivent leur publication » (Gouvernement du Canada, 2015). En 2023, elles ont annoncé qu'une nouvelle politique concernant la diffusion en libre accès serait lancée en 2025. La version provisoire publiée en septembre 2025 vise à assurer qu'à partir du 1er janvier 2026, « tous les articles revus par des pairs qui découlent de travaux de recherche financés par l'un des trois organismes soient accessibles en ligne immédiatement et gratuitement » (Gouvernement du Canada, 2025, n.p.). Les titulaires d'un financement

[3] Le lectorat peut consulter la déclaration sur cette page Web : https://www.budapestopenaccessinitiative.org/read/french-translation/

[4] Les principes sont présentés sur le site Web de cette initiative (Plan S, s.d.)

de l'un des trois conseils subventionnaires devront « verser leur article de recherche dans un dépôt institutionnel canadien au moment de la publication ».

LE DIRECTORY OF OPEN ACCESS JOURNALS

Une autre norme tend à s'imposer pour promouvoir de bonnes pratiques dans le monde de l'édition savante, notamment le libre accès dès la publication des articles scientifiques. Le sceau du DOAJ (Directory of Open Access Journals) promeut cet objectif. Dans un contexte où les revues qualifiées de prédatrices[5] prolifèrent sur Internet, DOAJ est créé en 2003 pour établir certaines normes de qualité et d'éthique pour les revues savantes[6], dont le libre accès immédiat lors de la publication des articles.

Au Québec, le FRQ et Érudit encourageaient les revues à obtenir le sceau du DOAJ. Pour Érudit, « [l]'inclusion d'une revue savante dans le DOAJ constitue une reconnaissance de la qualité de ses pratiques éditoriales et de son adoption des normes du libre accès[7] ». Cependant, le DOAJ a abandonné le sceau en avril 2025. Si au départ l'intention était d'encourager de meilleures pratiques dans l'édition des revues, l'équipe du DOAJ a réalisé après avoir mené une consultation que le sceau pouvait créer une certaine confusion et produire des effets involontaires (DOAJ, 2025). En l'absence de sceau, il demeure possible de repérer les revues à partir de plusieurs indicateurs qui permettent de préciser leurs pratiques éditoriales.

En juin 2025, DOAJ recensait dans son répertoire 21 593 revues en libre accès, dont 13 716 qui ne facturaient pas de frais de publication aux personnes autrices. Les revues du DOAJ publient au total dans 89 langues[8].

- 1652 revues publient en français (uniquement ou avec d'autres langues), ce qui représente 7,6 % du total des revues.

[5] Ce qualificatif a été utilisé par Beall (2016) pour désigner des revues qui s'écartent des bonnes pratiques pour assurer la qualité des articles publiés, tout en facturant des frais pour leurs services. Depuis, quelques chercheurs ont tenté de proposer des critères pour distinguer les revues légitimes des revues dites prédatrices (Grudniewicz *et al.*, 2019).
[6] Une revue peut être inscrite dans le répertoire DOAJ sans avoir obtenu le sceau. Sept critères doivent être respectés pour obtenir le sceau DOAJ (Érudit, s.d.-a.).
[7] Documentation DOAJ (Érudit, s.d.-b.).
[8] Données récupérées le 16 juin 2025 sur le site Web www.doaj.org

Le Canada comptait 224 revues dans le DOAJ, dont 215 qui publiaient en anglais et 90 en français[9]. Parmi ces dernières, 85 n'imposaient pas de frais de publication aux personnes autrices et 74 leur accordaient tous les droits de propriété intellectuelle.

Une étude réalisée par Couture (2020), et qui mériterait d'être mise à jour, a montré que des proportions importantes de revues canadiennes qui n'étaient pas indexées dans le DOAJ présentaient une gestion incomplète ou incohérente des droits d'auteur, nuisant à leur transparence et leur crédibilité. L'auteur constatait alors que 46 % des revues non indexées n'affichaient aucune précision concernant les droits d'auteur et 68 % omettaient l'information dans les versions PDF des articles publiés. Même pour les revues de taille modeste, l'auteur affirme qu'il serait facile d'adopter une licence Creative Commons, qui permet plusieurs utilisations de la publication tout en protégeant les droits d'auteur.

LA CONSERVATION PÉRENNE DES PUBLICATIONS

Une autre préoccupation est née récemment du constat qu'un certain nombre de revues scientifiques en libre accès finissaient par disparaître, rendant ainsi leur contenu inaccessible. Une étude a montré que seulement 29 % des revues en libre accès et 19 % seulement des revues en libre accès diamant avaient prévu des moyens pour préserver leurs publications de manière durable (Bosman *et al.*, 2021). Parmi les services de préservation utilisés, l'étude mentionne LOCKSS, Public Knowledge Project Private Network, CLOCKSS et Portico. Face à ce constat, plusieurs organismes (DOAJ, CLOCKSS, Keepers Registry, Internet Archive and Public Knowledge Project) se concertent pour mettre en place des solutions qui favorisent la préservation durable des publications. Le projet Jasper est né de cette préoccupation et cible des revues en libre accès qui ne facturent pas de frais de publication, et qui sont donc dans une situation généralement plus fragile, afin de leur offrir des solutions d'archivage (Bequet, 2022).

Au Canada, l'une des solutions pour assurer la conservation pérenne des revues en libre accès est le Public Knowledge Project (PKP). Créé en 1998, le PKP est à l'origine le fruit d'un consortium d'universités canadiennes, mais qui aujourd'hui regroupe également des universités américaines.

La plateforme Érudit et PKP ont développé Coalition Publica afin d'offrir des services aux revues qui publient sur Érudit, dont un service de préservation pérenne à l'aide de Portico, Scholars Portal et PKP|PN (LOCKSS).

[9] Dans ce rapport, l'appellation « revue qui publie en français » désigne les revues qui autorisent la publication d'articles en français et ne préjuge pas de la fréquence ni de la proportion de ces publications.

RÉFLEXIONS COLLECTIVES SUR LA DIFFUSION SAVANTE EN FRANÇAIS AU CANADA

Le rapport préparé par l'Acfas en 2021 (St-Onge *et al.*, 2021) a mis en lumière ces tendances observées à l'échelle internationale et leurs effets sur la recherche en français au Canada. Cela a stimulé l'intérêt de plusieurs acteurs et parties prenantes de la production et de la diffusion des savoirs au Canada sur les enjeux qui concernant la science en français. Diverses activités de réflexion collective ont porté sur les transformations du monde de la diffusion savante en français au Canada. Les études qui ont résulté de ces activités aident les divers acteurs et actrices à se positionner dans ce monde en changement. La présente section expose des études récentes relatives au contexte de la diffusion savante au Canada, au Québec et dans la francophonie canadienne.

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉDITION SAVANTE AU CANADA (GTESC)

Composé de plusieurs organismes dans le domaine de l'édition et de la diffusion savante, un groupe de travail a été formé pour étudier l'écosystème de l'édition savante au Canada et formuler des recommandations « afin d'établir une vision, des principes et des objectifs communs qui serviront de cadre à des modèles innovants, solides, pérennes et collaboratifs visant la diffusion canadienne de la documentation savante » (ABRC, 2017, p. 24). Les analyses produites dans ce rapport ne tiennent pas compte de la dimension linguistique. Cependant, il montre que l'édition savante des revues et des monographies a « des problèmes systémiques de durabilité » (ABRC, 2017, p. 3) et que « le Canada ne dispose pas de politiques nationales claires ni de soutien durable ou de transition à l'égard de l'édition savante en accès libre » (ABRC, 2017, p. 4). Dans ce contexte, le modèle de l'édition commerciale attire un nombre croissant de revues savantes. Le rapport propose une solution alternative à cette tendance qui repose sur « [u]ne initiative nationale coordonnée et l'amélioration de l'infrastructure de l'édition au Canada » (ABRC, 2017, p. 6).

Le groupe de travail recommande comme solution la voie du libre accès. Cette prise de position a entraîné une divergence d'opinions de la part de deux organismes membres du groupe de travail. Dans un communiqué, l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC) précise son point de vue en prenant ses distances avec la position du GTESC. Rappelant que les membres de l'APUC suivent divers modèles financiers, l'organisme formule sa position comme suit :

> Maintaining this diversity is a careful balance between funders with often contradictory measures of success, the volatility of markets and institutional support, and meeting the needs of the scholars we publish as well as their varied audiences, both domestic and global. Safeguarding that balance and diversification for ongoing stability is our primary concern, as it enables us to continue our mission to publish books which make a significant contribution to Canadian scholarly and cultural life.
>
> Open access models as they have developed to date have not demonstrated this safeguard, nor evidence of continuing revenue streams to account for displaced income (APUC, 2017).

Tout en se disant ouvert au dialogue et à des idées innovatrices pour les presses universitaires, l'APUC propose une avenue qui accorde une place au marché : « We encourage open engagement with alternative market-based solutions, such as supported consortial purchasing, which have been proven to reduce costs to users and provide stable income to publishers. »

L'Association canadienne des revues savantes (ACRS) a également exprimé un avis divergent qui favorise des modèles innovateurs viables, où le marché peut jouer un rôle :

> CALJ feels that funding to journals that targets innovation and that supplements the current resources provided by marketplace earnings, SSHRC, and other supporters, will provide journals with the tools to be inventive while retaining their independence in choosing a business model that suits their situation and community (Association canadienne des revues savantes, 2017).

LE PRIX D'AUTEURS POUR L'ÉDITION SAVANTE (PAES)

Lobet et Larivière (2022) ont mené une étude sur le programme des Prix d'auteurs pour l'édition savante (PAES), un programme du CRSH administré par la Fédération des sciences humaines. L'objectif du PAES est de « soutenir la diffusion de la recherche canadienne en sciences humaines par le financement de la publication de monographies, de livres et d'autres textes de grande qualité ». Leur analyse montre un déclin relatif des publications de livres savants, par rapport aux revues savantes, qui touche, à des degrés et à des moments divers, l'ensemble des disciplines. Déclin qui s'observe notamment à propos des citations tirées de livres savants dans les articles

publiés. Ce déclin est dit relatif dans le sens où nous pouvons observer une augmentation en nombre absolu du nombre de livres qui sont publiés, achetés ou cités, mais cette augmentation est bien moindre que celle que nous observons pour les revues. Autrement dit, dans l'ensemble des publications savantes, les revues occupent une place de plus en plus grande.

L'étude révèle qu'entre 2005 et 2020, 73 % des livres appuyés par le PAES ont été publiés par trois presses universitaires anglophones : University of Toronto Press, UBC Press et McGill-Queen's University Press. Les Presses de l'Université d'Ottawa sont les seules presses universitaires d'une institution bilingue ou francophone hors Québec parmi les principaux bénéficiaires du PAES : 2,3 % des livres appuyés par le PAES ont été publiés par elles.

Au total, 10,3 % des ouvrages ayant reçu de l'aide du PAES ont été publiés par des presses universitaires ou des maisons d'édition francophones du Québec. Cette proportion s'élève à 12,6 % si on inclut les Presses de l'Université d'Ottawa.

- Université de Montréal : 4,4 %
- Université Laval : 3,8 %
- Université d'Ottawa : 2,3 %
- Boréal : 1,0 %
- Septentrion : 0,6 %
- NotaBene : 0,5 %

Les données montrent qu'entre 2005 et 2020, le taux de succès des projets soumis est de 72 %, soit 71,8 % pour les ouvrages anglophones et 58,2 % pour les ouvrages francophones.

Une évaluation du programme faite en 2020 pour le CRSH (CRSH, 2021) affirme que, de concert avec la FSH et l'APUC, « le CRSH travaille actuellement à rendre possible la publication en libre accès d'ouvrages savants et à donner plus de place aux langues minoritaires dans le PAES » (p. vi). Cette évaluation montre que trois presses universitaires ont obtenu 71 % des fonds octroyés de 2008 à 2017. Par ailleurs, 33 maisons d'édition où se retrouvent la plupart des presses et maisons d'édition francophones ont bénéficié de 7 % des fonds octroyés. Pour la même période, 85 % des manuscrits étaient soumis en anglais et 15 % en français. L'analyse montre que de 2008 à 2017, 66 % des manuscrits en français ont obtenu du financement contre 75 % des manuscrits en anglais. On explique cet écart par le fait que les textes soumis en français le sont plus souvent par des personnes autrices plutôt que par l'éditeur. Or les

textes soumis par les personnes autrices sont moins financés que les textes soumis par l'éditeur (46 % comparativement à 75 %).

Le Fonds du livre du Canada

Le Fonds du livre du Canada existe depuis une quarantaine d'années. L'évaluation de ce programme chapeauté par Patrimoine canadien (2019) montre qu'entre 2012-2013 et 2017-2018, 7 % des livres financés par ce fonds sont des livres savants, ce qui représente 2723 livres. N'étant pas ventilées selon la langue, les données de l'évaluation ne permettent pas d'examiner la proportion des ouvrages scientifiques francophones qui sont financés par ce fonds.

COMITÉ PERMANENT DE LA SCIENCE ET DE LA RECHERCHE

Le Comité permanent de la science et de la recherche formé d'élus de la Chambre des communes (SRSR) a mené une étude sur la recherche et la publication scientifique en français, ce qui démontre l'intérêt du gouvernement pour cette question. Cette étude s'est notamment appuyée sur les interventions et les mémoires (N=25) déposés par des représentants d'organismes (N=17) et des individus (N=7) lors des audiences du comité. Celui-ci a déposé son rapport en 2023.

Les principaux défis

Le rapport du SRSR constate la domination de l'anglais dans la diffusion de la recherche et la marginalisation des publications en français (prestige inférieur, visibilité et découvrabilité moindres[10], proportion de revues francophones en déclin, pression accrue pour publier en anglais). Pour le Comité, cette domination de l'anglais « menace la diffusion des connaissances scientifiques en français [et] peut conduire à délaisser certains sujets de recherche plus locaux, notamment ceux qui portent sur les communautés francophones… » (Chambre des communes, 2023a, p. 1).

Il est à noter que l'étude ne se penche pas sur la situation des livres savants en français. Elle porte plutôt une attention particulière à la situation des revues. Cela peut refléter les constats faits par Lobet et Larivière (2022) sur le déclin relatif des ouvrages savants. Toutefois, nous croyons qu'il eut été pertinent que le Comité s'intéresse également aux monographies francophones.

Le Comité permanent de la science et de la recherche a formulé 17 recommandations pour améliorer la situation de la recherche et de la publication scientifique en français au Canada. Si nous retenons celles qui peuvent avoir un effet sur la publication scientifique, certaines recommandations proposent l'augmentation du soutien

[10] Voir l'article de Grenier *et al.* (2025) qui présente le concept de découvrabilité des contenus scientifiques.

financier à la publication scientifique en français et aux revues savantes francophones ou bilingues, le développement de mesures incitatives pour encourager les revues savantes bilingues qu'ils financent à publier une proportion plus grande d'articles en français, l'abandon par les agences subventionnaires des mesures d'évaluation de l'impact des publications qui favorisent les publications en anglais et la traduction en français des travaux publiés en anglais ainsi que la disponibilité des publications scientifiques en français à des fins d'enseignement.

Certaines recommandations prévoient la création d'un comité spécial chargé de définir des actions concrètes pour augmenter la publication scientifique en français ainsi qu'un Bureau pour la science en français afin d'assurer le suivi et la coordination des efforts, et de mesurer les progrès accomplis. Une autre recommandation demande au gouvernement de continuer d'appuyer le Service d'aide à la recherche lancé par l'Acfas. Par ailleurs, le rapport recommande que le gouvernement fédéral élabore avec les provinces et les territoires une stratégie de soutien à la recherche et à la publication scientifique en français.

Réponse du gouvernement

Comme cela doit être fait à la suite de la publication d'un rapport des comités permanents de la Chambre des communes, le gouvernement canadien a répondu au rapport (Chambre des communes, 2023b). Concernant les recommandations, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie se dit « en principe d'accord avec leur esprit ». Une partie de la réponse du gouvernement consiste à énumérer ses actions et celles des agences fédérales de recherche qui sont déjà menées. Concernant l'utilisation des facteurs d'impact, le gouvernement mentionne que des exercices sont en cours dans les agences pour réexaminer les pratiques d'évaluation. On peut lire que les agences fédérales de subvention à la recherche « œuvrent à réévaluer le recours aux indices bibliométriques, tels que le facteur d'impact pour ce qui est des critères d'évaluation aux fins d'octroi de financement de recherche ».

Concernant la recommandation sur la traduction des publications scientifiques, le gouvernement présente ce qui se fait déjà et rappelle un engagement du plan d'action :

> Reconnaissant que davantage peut être fait pour améliorer l'accès aux connaissances scientifiques et de la recherche en français, le gouvernement a fourni 8,5 millions de dollars sur cinq ans (de 2023-2024 à 2027-2028) au PCH dans le cadre du budget de 2023 afin d'appuyer la création et la diffusion de connaissances scientifiques en français (Chambre des communes, 2023b).

Eu égard à la demande d'appui financier à la publication en français, le gouvernement affirme que les agences le font déjà. Le rapport mentionne le programme d'Aide aux revues savantes du CRSH en précisant qu'il contribue à la découvrabilité des savoirs en français et assure leur transition vers le libre accès. Une section de sa réponse porte plus particulièrement sur le libre accès, en indiquant que les organismes subventionnaires ont annoncé en 2023 qu'une révision majeure de la politique relative au libre accès était prévue, dans le but « d'exiger que toute publication basée sur de la recherche financée par l'un des organismes et qui paraît dans un journal[11] évalué par les pairs soit disponible gratuitement dans les deux langues officielles[12], sans inscription ni frais, dès le moment de la publication » (Chambre des communes, 2023b).

La réponse du gouvernement mentionne également le PAES, en rappelant les modifications effectuées :

> Depuis 2020-2021, le programme de PAES a passé en revue séparément les demandes en anglais et en français en vue d'équilibrer le taux de réussite des demandes formulées dans chaque langue. En 2022-2023, le programme de PAES a approuvé 78,1 % des demandes de financement de publications en anglais et 76,5 % des demandes de financement de publications en français; au total, 17,2 % des subventions ont été octroyées à des demandes en français. (Chambre des communes, 2023b)

Ces données montrent néanmoins que le taux de projets de publications financés en français est inférieur à celui des projets de publications anglophones et que, dans l'ensemble, la proportion des subventions accordées pour les publications en français (17,2 %) est inférieure à la population francophone du pays en 2021, qui est de 21 % selon le recensement de 2021 (Statistique Canada, 2022).

SYMPOSIUM QUÉBÉCOIS DES REVUES SAVANTES

En 2023, Érudit a organisé en collaboration avec l'Acfas un symposium sur la situation des revues savantes au Québec (Acfas/Érudit, 2023). Le rapport qui en est issu constatait une tendance marquée vers le libre accès et les publications en ligne, dans un contexte dominé par un oligopole d'entreprises d'édition scientifique commerciales, ainsi

[11] On désigne ici les revues scientifiques.
[12] On doit comprendre que les articles publiés en anglais et ceux publiés en français devront être en libre accès. Il n'est pas question de traduire toutes les publications.

qu'une anglicisation croissante de la diffusion des savoirs scientifiques, favorisée par les pratiques d'évaluation de la recherche.

Les autrices et auteurs du rapport misent sur le développement de stratégies pour favoriser la découvrabilité des contenus scientifiques et encourager le libre accès. Ces stratégies « jouent désormais un rôle décisif pour la diffusion des travaux scientifiques » (Acfas/Érudit, 2023, p. 6). Face à un environnement où la commercialisation des revues savantes provoque des barrières tarifaires à l'accès aux savoirs, le rapport préconise la voie du libre accès afin de favoriser le rayonnement et la découvrabilité des revues savantes québécoises. Plus particulièrement, le rapport encourage le libre accès diamant qui élimine les frais facturés au lectorat et aux personnes autrices. Cette orientation est également encouragée par le Fonds de recherche du Québec et son programme qui appuie financièrement les revues québécoises (Gouvernement du Québec, 2025).

Pour consolider et appuyer les revues scientifiques du Québec, le rapport recommande principalement :

1. De maintenir le financement des revues en l'indexant au coût de la vie et en prolongeant leur durée à cinq ans;
2. De généraliser le dégrèvement d'enseignement pour la direction des revues;
3. De regrouper les revues québécoises pour mieux les promouvoir et les outiller à l'aide notamment de partages de bonnes pratiques;
4. D'offrir une expertise harmonisée aux revues (incluant des services de formation sur divers aspects de la gestion d'une revue) et mutualiser certains services.

Il suggère par ailleurs de revoir les pratiques d'évaluation afin de reconnaître et valoriser les publications en français.

C'est dans la foulée de ce rapport et d'un financement obtenu du Fonds de recherche du Québec que fut créé en 2024 le Réseau Circé. Son objectif est de donner suite à ces recommandations en privilégiant quatre axes d'action : le regroupement et la mutualisation des revues, les plateformes numériques (Érudit), les bibliothèques et la découvrabilité des publications en français[13].

GROUPE CONSULTATIF EXTERNE SUR LA CRÉATION ET LA DIFFUSION D'INFORMATION SCIENTIFIQUE EN FRANÇAIS

Dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, le gouvernement s'était engagé à mettre sur pied un groupe consultatif chargé de lui formuler des

[13] Le Réseau Circé a mis en ligne un site Web : www.reseaucirce.org

recommandations afin de lui permettre d'élaborer une stratégie visant à renforcer l'écosystème de la recherche en français au Canada. Constitué en 2024 de plusieurs membres de la communauté de recherche francophone du pays, le Groupe a été coprésidé par Linda Cardinal et Vincent Larivière. Le rapport qu'il a remis au gouvernement a été rendu public en 2026 (Groupe consultatif externe sur la création et la diffusion d'information scientifique en français, 2026).

Dans son rapport, le groupe rappelle la volonté affirmée du gouvernement canadien de guider son action selon le principe de l'égalité réelle dans la mise en œuvre de la Loi sur les langues officielles. Cette volonté découle de la reconnaissance de la vulnérabilité du français au pays. Pour le Groupe, l'écosystème de la recherche en français se trouve lui aussi en situation de vulnérabilité.

Le rapport identifie trois types de défis : normatif, financier et organisationnel. Le défi normatif concerne les normes utilisées pour évaluer l'excellence de la recherche, lesquelles tendent à favoriser certains types d'activités de diffusion, ainsi que la quantité au détriment de la qualité. Le défi financier touche au financement de la recherche, qui se concentre dans certaines grandes universités anglophones. Le groupe constate par ailleurs le faible niveau d'investissement effectué dans les infrastructures de diffusions de la recherche, telles que les revues, les presses universitaires ou les plateformes numériques comme Érudit. Le modèle marchand de certaines plateformes tend à favoriser la diffusion en anglais, tout en restreignant l'accès aux connaissances. Enfin, le défi organisationnel renvoie à la fragmentation de la gouvernance de la recherche, qui complique la mise en œuvre d'une stratégie concertée par les différents intervenants.

Ces trois défis donnent lieu à trois recommandations structurantes destinées à appuyer la mise en œuvre de la stratégie fédérale pour l'égalité réelle des langues officielles en science. Pour relever le défi de la gouvernance, le Groupe recommande la création d'un secrétariat chargé de coordonner les actions du gouvernement et des organismes fédéraux. Pour relever le défi financier, il recommande la création d'un Fonds d'appui et de valorisation de la recherche en français doté d'un fonds de 40 millions de dollars afin de financer les actions découlant de la stratégie. Enfin, pour relever le défi normatif, le Groupe recommande au gouvernement de montrer l'exemple en reconnaissant la valeur de la recherche en français et en éliminant les biais systémiques et les perceptions négatives à son endroit.

L'ÉCOSYSTÈME DE LA DIFFUSION SAVANTE AU CANADA

LES PRINCIPAUX ACTEURS QUI COMPOSENT L'ÉCOSYSTÈME DE LA DIFFUSION SAVANTE EN FRANÇAIS AU CANADA

Plusieurs acteurs parlent d'écosystème pour caractériser l'environnement de la recherche, qui comprend notamment l'espace de la diffusion savante en français. La notion d'écosystème évoque la présence de plusieurs acteurs qui ont des rôles complémentaires et qui, par leurs actions et collaborations, contribuent à façonner l'environnement de la recherche et de la diffusion des savoirs.

L'écosystème de la recherche comprend les organismes et les individus qui financent la recherche, produisent les savoirs scientifiques et les diffusent. Par exemple, le scientifique en chef du Québec modélise l'écosystème du Québec en distinguant des acteurs qui contribuent au financement de la recherche, à la production des connaissances et au transfert des connaissances (Scientifique en chef, s.d.).

L'écosystème de la diffusion savante au Canada se structure à l'intersection de dynamiques linguistiques et géographiques. Des acteurs et organismes opèrent et interviennent à l'échelle internationale et pancanadienne, comme les agences subventionnaires fédérales, et d'autres à l'échelle provinciale, comme le Fonds de recherche du Québec. Par ailleurs, ceux-ci agissent dans un environnement anglophone, francophone et bilingue.

Tableau 1. Quelques acteurs qui influencent la diffusion savante en français au Canada selon la langue et l'espace géographique de leurs actions[14]

	Espace canadien ou international	Espace provincial
Acteurs francophones	Acfas Érudit Coalition Publica Programme d'appui à la francophonie canadienne (gouvernement du Québec)	Fonds de recherche du Québec
Acteurs bilingues	Fédération des sciences humaines du Canada Open Journal Systems Agences fédérales de financement de la recherche (CRSH, IRSC, CRSNG, FCI, Genome Canada) Association canadienne des revues savantes	Recherche NB Research Programme d'excellence en recherche du Fonds pour la recherche en Ontario Bourse de nouveaux chercheurs (Ontario)

Au cœur de la diffusion des savoirs en français, nous retrouvons les revues savantes, les bibliothèques universitaires et leurs services de dépôts institutionnels, les presses universitaires et les maisons d'édition savante.

Des organismes financent et appuient les activités de diffusion des savoirs en français. Mentionnons le Fonds du livre du Canada, dont une composante finance, entre autres, des éditeurs d'ouvrages scientifiques, ainsi que le Programme d'aide aux revues savantes du CRSH. Le CRSH comprend également le programme Subvention du livre savant, appelé autrefois le Prix d'auteurs pour l'édition savante, géré par la Fédération des sciences humaines du Canada. Au Québec, le programme d'appui du Fonds de recherche du Québec soutient des revues scientifiques québécoises qui publient au moins la moitié de leur contenu en français.

[14] Ce tableau vise à illustrer l'intersection entre la langue et la géographie du champ d'action de certains acteurs œuvrant dans l'écosystème de la recherche en français.

Érudit

En 1996-1997, l'Université de Montréal lançait un projet pilote afin de publier en version électronique des revues savantes sur ce qu'on appelait alors l'« inforoute ». En 1998, cette initiative prend le nom d'Érudit et s'élargit en un projet interuniversitaire qui se formalisera en 2004 en devenant le consortium Érudit. Celui-ci devient un acteur de premier plan au fil des années en facilitant non seulement la transition des revues savantes vers le numérique, mais en favorisant le libre accès aux publications, plus particulièrement, le libre accès diamant. À cette fin, en 2014 est créé le Partenariat pour le libre accès en collaboration avec le Réseau canadien de documentation pour la recherche (CRKN-RCDR). Ce service vise à faciliter la transition des revues au libre accès diamant grâce à une aide financière rendue possible avec la participation des bibliothèques universitaires canadiennes. En 2018, Public Knowledge Project (PKP)[15] et Érudit lancent Coalition Publica qui offre une gamme de services techniques aux revues qui s'engagent dans le mouvement du libre accès (Coalition Publica, s.d.). Érudit offre un service d'indexation des revues qui accroît leur découvrabilité dans les divers moteurs de recherche. La plateforme Érudit hébergeait 392 revues en novembre 2025. Y sont diffusés également des thèses, des rapports de recherche, des livres et des actes de colloques.

Association des revues savantes canadiennes

Créée au début des années 1990, l'Association canadienne des revues savantes (Canadian Association of Learned Journals) est un groupement bilingue qui offre des services et des conseils à ses revues membres afin de faciliter leur transition vers le numérique et vers le libre accès ainsi que pour mettre en place de bonnes pratiques. En 2026, l'ACRS regroupait 67 revues membres (ACRS, s.d.).

Les bibliothèques universitaires

Les bibliothèques universitaires jouent un rôle important dans la diffusion des contenus scientifiques grâce à leurs politiques d'achats d'ouvrages et d'abonnements à des revues. Les modèles d'abonnements aux revues et aux livres numériques prennent plusieurs formes et ont évolué avec les années. Des formules traditionnelles d'abonnement permettent d'offrir des contenus scientifiques à des revues qui ne sont pas accessibles en libre accès. Les consortia de bibliothèques sont souvent forcés de s'abonner à de grandes collections de revues (appelées *Big deals*) donnant accès à un grand nombre de revues moyennant des frais qui peuvent être élevés.

[15] PKP offre des services de soutien aux publications universitaires en libre accès. Il a développé un logiciel en code source ouvert, l'Open Journal System, qui permet de publier des revues en plusieurs langues. En 2023, on dénombrait 411 revues canadiennes qui utilisaient ce logiciel (PKP, 2024).

Au Canada, le Réseau canadien de documentation pour la recherche négocie des ententes pour les bibliothèques canadiennes dont leurs universités sont membres, ce qui comprend 80 universités membres et 7 universités membres associées (Réseau canadien de documentation pour la recherche, s.d.).

Au Québec, le Partenariat des bibliothèques universitaires du Québec est créé en 2019 et vise à « doter les universités québécoises de plateformes innovantes de gestion de l'information afin de mieux répondre aux besoins de la communauté universitaire du Québec » (Partenariat des bibliothèques universitaires du Québec, s.d.). Ce partenariat facilite les échanges entre les bibliothèques et vise la mutualisation de certains services. L'un de ses objectifs est de favoriser le développement et la diffusion des publications scientifiques et la littérature en français, notamment par le libre accès. Une équipe des achats en commun négocie des ententes avec les fournisseurs de contenu électronique.

Des « accords transformatifs » peuvent être conclus entre les bibliothèques et les fournisseurs de contenus en vue de faciliter la publication en libre accès. Les fonds qui étaient alloués à des abonnements traditionnels servent à financer le libre accès. Ces accords peuvent couvrir les frais de lecture et de publication, ce qui signifie les frais d'abonnement chez le lectorat et les frais de publication (Article Processing Charge ou APC) chez les personnes autrices.

L'augmentation des coûts associés à ces accords est problématique pour les bibliothèques universitaires. En 2015, dans une lettre publique adressée aux vendeurs de contenus, l'Ontario Council University Libraries (OCUL) leur demandait de respecter plusieurs conditions visant à limiter l'augmentation des coûts associés à ces accords, en expliquant notamment que le contexte financier devenait plus contraignant (OCUL, 2015). L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) exprime les mêmes préoccupations en raison d'un contexte financier plus contraignant et d'une augmentation des coûts d'accès aux revues savantes (Association des bibliothèques de recherche du Canada, 2018). Si les mégaententes négociées par le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) ont permis de freiner l'augmentation des prix, celles-ci demeurent coûteuses. Par ailleurs, ces mégaententes qui s'appliquent à l'ensemble des universités ne répondent pas nécessairement à leurs besoins spécifiques. Si bien que certaines universités font le choix de s'en retirer, ce qui peut entraîner d'autres conséquences, telles qu'un affaiblissement du pouvoir de négociation. La valeur réelle de ces « accords transformatifs » est de plus en plus mise en doute, car ils bénéficient surtout aux mêmes éditeurs commerciaux qui font déjà des profits importants. L'ABRC en appelle donc à la solidarité des bibliothèques et de

la communauté des chercheuses et chercheurs afin de négocier des ententes qui répondent davantage aux réels besoins et aux capacités financières des bibliothèques.

Ces ententes exercent une influence sur l'accès aux contenus scientifiques en français. Si, par exemple, les contrats favorisent des revues qui offrent peu de contenus en français, c'est l'accès aux savoirs en français qui en souffre.

Érudit et le RCDR ont développé un partenariat pour le libre accès (POA) afin d'offrir un soutien financier aux revues savantes non commerciales grâce à l'engagement de bibliothèques partenaires. Cette initiative soutient un bon nombre (plus de 250 en mai 2026) de revues de langue française vers la voie du libre accès diamant.

Les dépôts institutionnels

Les dépôts institutionnels (DI) jouent un rôle essentiel dans l'environnement de la recherche universitaire. Ils centralisent, conservent et rendent accessible le savoir produit par les établissements universitaires, ce qui favorise le libre accès aux résultats de la recherche et la découvrabilité des savoirs en français, entre autres.

Les DI représentent la « voie verte » du libre accès à la recherche, c'est-à-dire la mise en ligne du texte intégral des manuscrits acceptés pour publication dans des revues scientifiques, sur les plateformes maintenues par les institutions d'appartenance des personnes autrices. Ainsi, on parle de l'autoarchivage d'articles par les personnes autrices ou — selon le modèle de dépôt *par médiation*, qui s'est avéré plus efficace au fil des années — par l'équipe responsable du dépôt institutionnel, intégrée habituellement à la bibliothèque universitaire. Ce modèle présente de nombreux avantages, tels que la qualité des métadonnées, le respect du droit d'auteur ainsi que l'économie du temps et de l'effort pour les auteurs, autrices d'articles.

Il existe un grand nombre de ressources, de publications et d'études portant sur le libre accès à la recherche. Dans le paysage canadien, le lancement de la Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications en 2015 avait été le catalyseur d'une plus grande visibilité de dépôts institutionnels ainsi que du développement de plusieurs politiques ou de lignes directrices institutionnelles. Comme nous l'avons vu, la nouvelle mouture de cette politique mise notamment sur les dépôts institutionnels pour satisfaire à l'exigence du libre accès.

Bien que le Canada figure parmi les dix pays avec le plus grand nombre de dépôts institutionnels, on note une sous-utilisation flagrante de ces plateformes par les personnes autrices d'articles scientifiques révisés par les pairs. Selon l'étude de Riddle *et al*. (2023) sur les dépôts institutionnels des quinze grandes universités de recherche au Canada (U15), de *45,1 à 56,6 %* des articles publiés sont dans une forme de libre accès

doré[16] et vert[17], tandis que seulement de *0,5 % à 10,7 % (moyenne de 4,2 %)* d'entre eux sont disponibles dans les dépôts institutionnels. Ces résultats sont corroborés par Moskovkin *et al.* (2021) et Piwowar *et al.* (2018), entre autres.

Une autre étude résume quelques problèmes signalés autour des dépôts institutionnels (Simard, 2020). L'étude mentionne, entre autres, les embargos et les politiques d'éditeurs qui rendent la mise en ligne en libre accès problématique, les prix toujours croissants des revues par abonnement, la création des revues hybrides qui tirent profit de plusieurs modes de publication ainsi que les problèmes liés à la gestion de différentes versions du manuscrit.

Inventaire des dépôts institutionnels dans les établissements universitaires francophones et bilingues

La collecte des données sur les dépôts institutionnels dans le cadre de la présente étude s'est faite en deux étapes : premièrement, un inventaire des dépôts institutionnels canadiens avait été compilé en 2018 par l'équipe de l'Université de Moncton pour usage interne, deuxièmement, plusieurs mises à jour ont été effectuées entre l'automne 2023 et l'hiver 2025.

Parmi un peu plus d'une centaine de dépôts institutionnels identifiés volontairement dans l'inventaire de dépôts institutionnels canadiens, maintenu par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (CARL-ABRC), une vingtaine appartenaient aux universités francophones ou bilingues, et donc répondaient à notre critère, soit d'être un lieu de diffusion savante en français (Plateformes de dépôts canadiens, s.d.).

Le fichier produit contenait des informations descriptives sur les dépôts (URL, mission, date d'établissement, etc.), les plateformes et/ou logiciels utilisés, le contenu (types de document) accepté dans le dépôt, la ou les langues de publication ainsi que quelques informations supplémentaires.

[16] C'est-à-dire que l'article est publié dans une revue entièrement en libre accès ou hybride.
[17] C'est-à-dire qu'une version de l'article est disponible sur une plateforme en libre accès, telle qu'un dépôt institutionnel, une archive ouverte disciplinaire, etc.

Tableau 2. Nombre de dépôts institutionnels répertoriés par province

Province	Nombre de DI bilingues ou francophones
Alberta	1
Manitoba	1
Ontario	3
Québec	18
Nouveau-Brunswick	1
Nouvelle-Écosse	1

Depuis 2024, les institutions d'enseignement postsecondaire canadiennes ont accès à un nouveau service national de dépôt partagé, Scholaris. Cette plateforme fournit une infrastructure évolutive, une expertise technique et un soutien communautaire pour les dépôts institutionnels, en favorisant la collaboration et en augmentant la découvrabilité des contenus scientifiques ainsi que l'impact de l'excellence en recherche au Canada. Scholaris utilise le logiciel de dépôt ouvert DSpace, qui est hébergé et géré de façon centralisée par Scholars Portal, un service des bibliothèques universitaires de l'Ontario. Depuis son lancement, deux cohortes de premiers utilisateurs ont accompli leur migration avec succès. Les institutions francophones et bilingues suivantes participent à ce nouveau service : Université de Montréal (QC), Université de Sherbrooke (QC), Université de Moncton (NB) et Université Laurentienne (ON). Plusieurs institutions sont actuellement en migration et lanceront au cours des prochains mois leurs instances Scholaris de dépôt institutionnel, ce qui consoliderait la première place du logiciel DSpace dans le paysage canadien de dépôts institutionnels.

Dans le cadre de la présente étude, il aurait été pertinent d'évaluer le nombre de publications qui se trouvent dans les dépôts institutionnels du point de vue linguistique. Plus particulièrement, nous aurions aimé savoir quelle est la proportion d'articles scientifiques en français publiés par des chercheurs travaillant dans des universités francophones et bilingues au Canada. Cependant, les interfaces publiques de la plupart des dépôts institutionnels canadiens n'offrent pas la possibilité de filtrer les résultats par la variable de langue. Cet aspect pourrait être étudié lors de nouveaux projets de recherche.

Sur la question de la langue, on observe également le phénomène suivant : les institutions francophones et bilingues qu'on vise dans notre étude semblent produire du contenu majoritairement anglophone ou bilingue, reflétant ainsi une anglicisation de la production scientifique. Les institutions anglophones pourraient produire des publications en français, cependant leurs dépôts institutionnels sont identifiés comme étant en anglais seulement, et n'ont donc pas fait partie de nos analyses.

Les principales caractéristiques des dépôts institutionnels francophones et bilingues

Au Québec, presque toutes les universités francophones offrent les plateformes de dépôts institutionnels. Plusieurs établissements du réseau de l'Université du Québec (ENAP, ETS, INRS, UQAC, UQAR, entre autres) gèrent leurs instances institutionnelles à l'aide du logiciel libre EPrints, d'autres universités (Université de Montréal, Université Laval, Université de Sherbrooke) utilisent le logiciel DSpace[18]. Les premiers dépôts institutionnels remontent au début des années 2000 (p. ex. Papyrus de l'Université de Montréal).

Dans la francophonie canadienne hors Québec, nous avons recensé neuf universités et unités (campus) francophones, et cinq établissements bilingues. Les dates de création et l'ampleur des collections varient beaucoup. Les dépôts institutionnels plus récents – ScriptoriUM de l'Université de Moncton et Stella de l'Université Sainte-Anne – ont été lancés en 2023.

Globalement, les types de documents déposés et/ou acceptés les plus courants dans les dépôts institutionnels sont les thèses et mémoires, les articles scientifiques (le texte intégral de la version du manuscrit final révisé par les pairs, sans la mise en page effectuée par la revue), les monographies, les chapitres d'ouvrages, les communications à des congrès, suivis des essais, des rapports, et autres documents de recherche ou créations qui se prêtent au dépôt numérique.

Les données de recherche peuvent être accueillies dans certains dépôts institutionnels, mais vu la grande taille des fichiers de données, elles sont généralement hébergées dans des dépôts institutionnels dédiés ou dans des dépôts fédérés, tels que Borealis et Lunaris.

Le nombre d'items dans les dépôts institutionnels des universités canadiennes francophones et bilingues varie de moins de 1000 (p. ex. Université Sainte-Anne, Université de Saint-Boniface) à plus de 50 000 documents (Université Laval), la moyenne étant de 14 000 items.

Les fonctionnalités de l'interface dépendent largement du logiciel utilisé. Peu de dépôts recensés permettent de filtrer les résultats selon la langue. À titre d'exemple, ERA de l'Université de l'Alberta (Campus Saint-Jean) et Stella de l'Université Sainte-Anne offrent cette option. Sur d'autres plateformes, nous avons dû utiliser des méthodes informelles, telles que chercher le mot-clé « français », pour obtenir une idée approximative du nombre de notices de langue française.

[18] Nous pouvons consulter la liste sur cette page Web : http://e-sdeir.uqac.ca/

Quant à la langue de l'interface, celle-ci est déterminée soit par la langue par défaut du fureteur (*browser*) utilisée par l'usager, soit par le truchement du menu « Langue » qui offre un choix entre l'anglais et le français (ou une longue liste de langues dans certains cas). Cependant, les titres de collections, le texte d'introduction et autres informations pertinentes pour les collections de langue française sont habituellement présentés dans cette langue, peu importe la langue de l'interface.

Parmi les institutions de la francophonie canadienne hors Québec, quatre (4) universités (Université de Moncton, Université Sainte-Anne, Université d'Ottawa et Université Laurentienne) possèdent leur propre plateforme de dépôt institutionnel (ScriptoriUM, Stella, Recherche uO et LU|Zone|UL respectivement). Parmi les campus francophones affiliés à des universités anglophones, trois (3) sont intégrés dans les dépôts institutionnels de leurs institutions en tant que « communauté »[19] distincte : Campus Saint-Jean, Université de Saint-Boniface et Collège universitaire de Glendon. Ces collections sont donc facilement repérables.

Le Bureau des affaires francophones et francophiles (SFU) ainsi que la Cité universitaire francophone (Université de Régina) n'ont pas leur propre espace dans le dépôt institutionnel de leur université respective ni de filtre permettant de trier par langue de publication. Summit de la SFU contient une collection « *French Theses* » (40 items), ce qui semble représenter la seule façon formelle de limiter la recherche aux résultats en français.

Quatre universités (Université de Hearst, Université de Sudbury, Collège militaire royal du Canada et Université Saint-Paul) ne possèdent pas de dépôt institutionnel. Quant à la jeune Université de l'Ontario français, le dépôt institutionnel est mentionné sur la page des services de bibliothèque. Cependant, aucun lien n'est fourni. Notre demande de plus amples renseignements sur le sujet est restée sans réponse au moment de la rédaction de ce rapport.

[19] Les « communautés » représentent le premier niveau dans la structure hiérarchique d'organisation de données dans DSpace. Elles peuvent, à leur tour, contenir des sous-communautés et des collections.

Tableau 3. Dépôts institutionnels dans les établissements universitaires francophones et bilingues de la francophonie canadienne

Établissement	Dépôt institutionnel (DI)	Langue de l'interface	Filtre Langue publication
	Francophone hors Québec		
Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta)	Communauté intégrée dans le DI de l'U de l'Alberta	Anglais	Oui
Bureau des affaires francophones et francophiles (Simon Fraser University)	Institutionnel seulement (pas d'instance distincte pour le BAFF)	Anglais	Non
Université de Saint-Boniface (University of Manitoba)	Espace USB (Communauté intégrée dans le DI de U. of Manitoba)	Anglais ou français	Non
La Cité universitaire francophone (Université de Régina)	Institutionnel (pas d'instance distincte pour la CUF)	Anglais ou français	Non
Université de Moncton	Oui	Anglais ou français	Non
Université Sainte-Anne	Oui	Anglais ou français	Oui
Université de Hearst	Non	--	--
Université de Sudbury	Non	--	--
Université de l'Ontario français	Non	--	--
Bilingue			
Université Laurentienne	Oui	Anglais ou français	Non
Collège militaire royal du Canada	Non	--	--
Université d'Ottawa	Oui	Anglais ou français	Non
Université Saint-Paul	Non	--	--
Collège universitaire de Glendon (Université York)	Oui (communauté intégrée dans le DI de l'Université York)	Anglais ou français	Non

Les maisons d'édition et les presses universitaires

Maisons d'édition savante

Au Canada, les maisons d'édition de langue française sont membres de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) qui les représente afin de favoriser la santé de l'édition québécoise et franco-canadienne ainsi que le rayonnement du livre et des créatrices et créateurs à l'échelle nationale et internationale. Les maisons d'édition membres de l'ANEL publient divers types d'ouvrages, et sont situées au Québec, en Ontario, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick.

Des 115 membres de l'ANEL, 11 (onze) maisons d'édition qui publient des ouvrages scientifiques et savants, et/ou de vulgarisation scientifique, ont été recensées dans le cadre de notre étude. Les genres publiés par ces maisons d'édition incluent des essais, des ouvrages de vulgarisation scientifique, des ouvrages en histoire et de critique littéraire.

Tableau 4. Les maisons d'édition savante en français au Canada

Province	Maison d'édition	Année de création	Types d'ouvrages
Manitoba	Éditions du Blé	1974	Essais biographiques et historiques
Nouveau-Brunswick (Acadie)	Éditions Perce-Neiges	1980	Collection « Essais et documents »
Ontario	Éditions Prise de parole	1973	Études et essais en sciences humaines et sociales
Québec	Éditions du Boréal	1963	Ouvrages en philologie, linguistique, critique littéraire; essais et biographies
	Éditions du remue-ménage	1976	Réflexion féministe/domaines variés
	Éditions Liber	1990	Études et essais
	Éditions Somme toute	2013	88 + essais sur la société et l'histoire culturelle
	Fides éducation	2011	Manuels de l'enseignement collégial et universitaire, tous niveaux et domaines confondus
	MultiMondes	1988	400 + titres de vulgarisation scientifique, p. ex. sciences, environnement, technologies
	Québec Amérique	1974	Ouvrages en philologie, linguistique, critique littéraire; essais et biographies
	Septentrion	1988	Travaux en histoire

Presses universitaires francophones et bilingues du Canada

Les Presses universitaires sont des « entreprises spécialisées qui appartiennent à une université […] et dont le mandat est de publier des livres ou des périodiques savants » (Parker, 2013). La mission fondamentale des presses universitaires est de diffuser le savoir le plus largement possible et d'être au service tant du milieu universitaire que de la société en général. Les presses universitaires offrent différents services, tels qu'un appui éditorial et un soutien technique; l'évaluation des manuscrits par les pairs; des services de production ainsi que l'édition et la diffusion de revues.

L'Association des presses universitaires canadiennes (APUC) est le porte-parole des maisons d'édition savante francophones et anglophones du Canada. Les dix-sept (17) presses universitaires sont membre de l'APUC, dont trois (3) publient uniquement en français, soit les Presses de l'Université Laval, les Presses de l'Université de Montréal et les Presses de l'Université du Québec; tandis que trois (3) sont bilingues, soit les Presses de l'Université d'Ottawa, McGill-Queen's University Press et les Presses de l'Université Concordia.

À la liste des presses universitaires francophones s'ajoutent les Presses universitaires de Saint-Boniface (PUSB) – une maison d'édition savante au cœur de la francophonie canadienne qui fait rayonner le savoir en français en privilégiant l'Ouest canadien et ses communautés de langue officielle française.

À la liste des presses universitaires bilingues s'ajoutent les Presses internationales Polytechnique (PIP) qui publient principalement dans les domaines du génie, de l'environnement et de la gestion. En 2024, les PIP ont joint les Presses de l'Université de Montréal (PUM), ce qui représente « un tournant stratégique pour ces deux maisons d'édition universitaires », en permettant aux PUM d'enrichir leurs collections d'ouvrages techniques, tout en garantissant la pérennité des publications et un soutien financier aux personnes autrices grâce à un fonds financé par Polytechnique Montréal et soutenu par les PUM (Soffer, 2024).

Les publications des presses universitaires sont diffusées en formats numériques (EPUB, PDF) et/ou imprimées. Plusieurs presses universitaires, entre autres celles de l'Université Concordia, de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec, offrent des publications ou collections en accès libre, c'est-à-dire accessibles sans frais en format numérique.

Comme le précise Parker (2013) dans son article dans l'Encyclopédie canadienne, les facteurs tels que les coûts élevés pour la révision des manuscrits ainsi que la mise en marché coûteuse « à cause du tirage limité, réservé à un public restreint, spécialisé et souvent international » nécessitent un soutien financier substantiel pour couvrir les

dépenses des presses universitaires. Les principaux partenaires et agences de financement qui appuient financièrement leurs activités sont, entre autres, le ministère Patrimoine canadien, le Gouvernement du Canada, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), le Conseil des Arts du Canada, l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC) ainsi que les universités-hôtesses.

Les ouvrages publiés par les presses universitaires couvrent les principaux domaines des sciences sociales et humaines (c.-à-d. littérature, administration, communication, droit, économie, éducation, géographie, histoire, langues, musique, philosophie, psychologie, relations industrielles, relations internationales, religion, sciences politiques) ainsi que la santé, le droit, les sciences, l'éducation, l'environnement et le génie).

Tableau 5. Informations générales sur les presses universitaires[20]

Presses universitaires	Date de fondation	Titres (total)
Université Laval	1950	3200 et plus
Université de Montréal	1962	2100
Université du Québec	1969	1800 et plus, dont ~1200 en format numérique
Université de Saint-Boniface	1990	49
Université Concordia	2016	15, dont 1 en français (traduction)
McGill-Queen's University Press *Programme français en études d'histoire du Québec	1961	3684, dont 61 en français
Presses internationales Polytechnique *intégrées aux PUM en 2024	1980	126, dont 21 en anglais
Université Ottawa	1936	1 300, dont 396 en français

[20] En date du mois de mai 2024.

Tendances de publication en français et en libre accès

Afin d'identifier les tendances de publication en français par les maisons d'édition et les presses universitaires évaluées dans le cadre de la présente étude, nous nous étions servis des données contenues dans le catalogue collectif canadien, Voilà.

Voilà donne accès aux collections des bibliothèques du Canada et à travers le monde. Il contient plus de 35 millions de notices et est hébergé par OCLC, une coopérative de bibliothèques mondiale à but non lucratif.

En avril 2024, nous avons effectué des recherches en utilisant les critères suivants appliqués à l'interface de recherche avancée :

- *Champ* : Éditeur (pour chaque maison d'édition ou presses universitaires)
- *Format* : Livre
- *Filtre* : Regrouper éditions et formats
- *Langue* : Français
- *Dates de publication* : 2015-2024, comparées par la suite avec la décennie précédente, soit 2005-2014

Cependant, deux facteurs importants ont considérablement compliqué nos recherches, rendant les résultats très approximatifs. Premièrement, les résultats de recherche dans Voilà semblent dépasser de loin le nombre de titres publiés par les maisons d'édition et les presses universitaires, sans qu'on puisse y offrir une explication. Le fonctionnement interne d'un catalogue collectif d'une telle envergure n'est pas suffisamment transparent pour qu'on puisse se fier à ces résultats. Deuxièmement, pour les maisons d'édition évaluées, la difficulté réside dans l'extraction de genres considérés comme « scientifiques ». Les principaux genres que nous avons identifiés comme étant ou se rapprochant des écrits scientifiques sont les essais, les ouvrages de vulgarisation scientifique, les publications en histoire et la critique littéraire. Toutefois, la nomenclature et la variété de genres peuvent varier d'un éditeur à l'autre, ce qui a rendu nos analyses moins exactes.

Une nouvelle complication s'est ajoutée lorsque nous avons tenté de reproduire les résultats de nos recherches effectuées en 2024. En date de février 2025, nous avons constaté que le catalogue Voilà n'offrait plus la possibilité de limiter une recherche par le champ « Éditeur », il nous est alors devenu impossible de vérifier nos résultats à l'aide du catalogue collectif canadien.

Le tableau suivant donne un aperçu des résultats préliminaires pour les maisons d'édition en date d'avril 2024.

Tableau 6. Les maisons d'édition savante

Maison d'édition	Nombre de titres	Nombre de livres dans Voilà (2015-2024)	Nombre de livres dans Voilà (2005-2014)
Éditions Liber	572 au catalogue	8 (imprimés)	25
Septentrion *spécialisée en histoire	700 actifs, 919 au total	1600 (livres/français/adultes)	1900
Québec Amérique	Essais et biographies (286); Référence et beaux livres (116)	884 Sans littérature : 522	761 Sans littérature : 372
Éditions du Blé (Ouest)	208 (total)	75 Sans littérature : 7	71 Sans littérature : 18
Éditions du Boréal	Biographies (70); Essais et documents (589); Essais Littérature (143); Histoire (159)	772 Sans littérature : 561	1100 Sans littérature : 657
Éditions Prise de parole	Manuels (5); Linguistique (3); Études sociales (22); Études littéraires (26); Études historiques (23); Biographies (4)	211 Sans littérature : 48	245 Sans littérature : 50
Éditions Perce-Neiges	Essais et documents (12)	7	4
Éditions Somme toute *créées en 2013	Essais (88) Autres collections	205	20
MultiMondes	Sciences (109); Environnement (39); Technologies (37)	179	170
Éditions du remue-ménage *principale maison d'édition féministe francophone en Amérique	Biographies (13) Études culturelles (32) Études féministes (2) Études littéraires (21) Histoire (21) Obs. de l'antiféminisme (7) Sciences sociales (64)	124	93
	Total (sans littérature)	3261	3 309

En ce qui concerne les presses universitaires, le tableau ci-dessous présente les données extraites du catalogue Voilà en avril 2024.

Tableau 7. Les presses universitaires

Presses universitaires	Nombre total de livres dans Voilà (2015-2024)	Nombre de titres dans Voilà (2005-2014)
Les Presses de l'Université de Montréal	1 300	1 200
Les Presses de l'Université d'Ottawa	218	159
Presses de l'Université du Québec	1 600	1 600
Presses de l'Université Laval	3 500	3 300
Concordia UP	31	0
Presses universitaires de Saint-Boniface	5	5
Presses internationales Polytechnique	118	168
	6 772	**6 432**

D'après ces résultats préliminaires, le nombre de titres publiés en français par des maisons d'édition et des presses universitaires semble rester relativement stable.

Ouvrages en libres accès

Une autre tendance de la publication scientifique en français que nous avons explorée est l'intérêt de plus en plus grandissant d'offrir des titres en accès libre. Bien que cette tendance n'ait pas encore pris racine dans les maisons d'édition canadiennes, on voit plusieurs presses universitaires explorer différentes formules pour appuyer l'érudition ouverte. Les Presses de l'Université Concordia, créées en 2016, sont uniques et exemplaires en ce qu'elles offrent les versions numériques de tous leurs titres en libre accès. Étant une université de langue anglaise, la plus grande majorité de leurs publications est en anglais, cependant, elles se positionnent comme étant une maison d'édition bilingue.

Plusieurs presses universitaires – celles des Universités de Montréal, d'Ottawa, du Québec, Laval, de Saint-Boniface – ont lancé des collections ou des projets pilotes de publications en libre accès.

Le tableau 8 présente des chiffres datant du mois d'avril 2024. Il serait judicieux de noter qu'une partie de cette offre en libre accès est constituée de livres plus anciens.

Tableau 8. Le libre accès dans les presses universitaires

Presses	Présence du libre accès	Nombres d'ouvrages en libre accès
U. de Montréal	Projet pilote de publication de livres numériques en libre accès, à raison de dix titres par année, certaines collections diffusées gratuitement (BANQ).	142
U. d'Ottawa	Depuis 2009, l'U d'Ottawa soutient la mise en place de la collection Libre accès. Lecture en ligne et téléchargement gratuit du PDF. Autres formats (papier, epub, Kindle) sont payants.	100 +
U. du Québec	Sélection d'ouvrages en libre accès : téléchargement PDF gratuit, version imprimée payante	708
U. Laval	Sélection d'ouvrages en libre accès : téléchargement PDF gratuit, version imprimée payante	186
U. Concordia	Érudition ouverte : versions numériques de leurs titres, sans aucune barrière ni restriction	15
McGill-Queen's University Press	S. O.	
Polytechnique	S. O.	
U. de Saint-Boniface	Certains PDF (surtout actes de colloques)	Chiffre indisponible

DONNÉES BIBLIOMÉTRIQUES ET ADMINISTRATIVES

Les données bibliométriques classiques sur la place du français – et des autres langues dans l'écosystème scientifique – montrent le déclin clair du français et des autres langues dans la diffusion d'articles scientifiques (Larivière, 2018). Cette observation n'est pas propre au Québec : on voit la même chose pour les collègues français, ou pour les collègues allemands qui délaissent l'allemand. La plupart des autres langues sont dans la même situation : malgré plus d'un milliard de locuteurs de la langue nationale, la Chine est, depuis une décennie, le pays qui produit le plus d'articles scientifiques en anglais (Tollefson, 2018).

Ces résultats ont toutefois une importante limite : elles sont basées sur le sous-ensemble des revues indexées par le Web of Science (WOS), source de données américaine qui sélectionne les revues sur la base de leur nombre de citations. Cet ensemble de revues regroupe donc celles qui sont les plus reconnues à l'échelle internationale, et cette importance percole souvent à l'échelle nationale, généralement par leur facteur d'impact. Elle forme, en outre, la base des classements d'université et autres politiques formelles et informelles d'évaluation des chercheurs, et donc de ce qui compte. Par contre, ces données ne représentent pas l'ensemble de la production scientifique réalisée à l'échelle mondiale et, compte tenu des politiques d'indexation du WOS, sous-estiment la place des langues autres que l'anglais.

Depuis quelques années, on remarque l'émergence de nouvelles sources de données qui, plutôt que d'indexer les littératures les plus citées, tentent de couvrir l'ensemble des articles scientifiques publiés (OpenAlex et Dimensions). Malgré certains enjeux relatifs à la qualité de leurs données (Céspedes *et al.*, 2025), ces bases de données fournissent un portrait plus complet de la production savante, et montrent que la part de l'anglais est beaucoup plus faible que lorsque mesurée avec le WOS (Pradier *et al.*, 2026). Il convient enfin d'observer certaines précautions quant aux pourcentages exacts d'articles scientifiques publiés dans les différentes langues : l'évolution de la couverture des bases de données, de la qualité des données et de la performance des algorithmes d'identification fait que ces chiffres pourraient évoluer au cours d'analyses ultérieures.

Nous avons utilisé la base de données OpenAlex afin de mesurer la place du français dans l'écosystème de la publication savante canadienne, mais également l'association entre libre accès et langue de publication. Cette section présente les résultats de ces analyses.

Le français dans la recherche canadienne

La figure 1 présente le nombre et le pourcentage d'articles canadiens écrits en anglais, en français et dans d'autres langues de 1990 à 2024. Alors que le nombre d'articles en anglais au pays a crû d'environ 30 000 en 1990 à plus de 130 000 au cours de la période, ceux en français ont crû d'environ 1 000 articles annuellement à environ 4 000. Cette croissance similaire fait que, depuis 1990, le pourcentage d'articles en français et d'articles en anglais est resté relativement stable au pays. Les langues autres représentent 1 % des articles – ceux-ci ne sont pas considérés dans les analyses qui suivent.

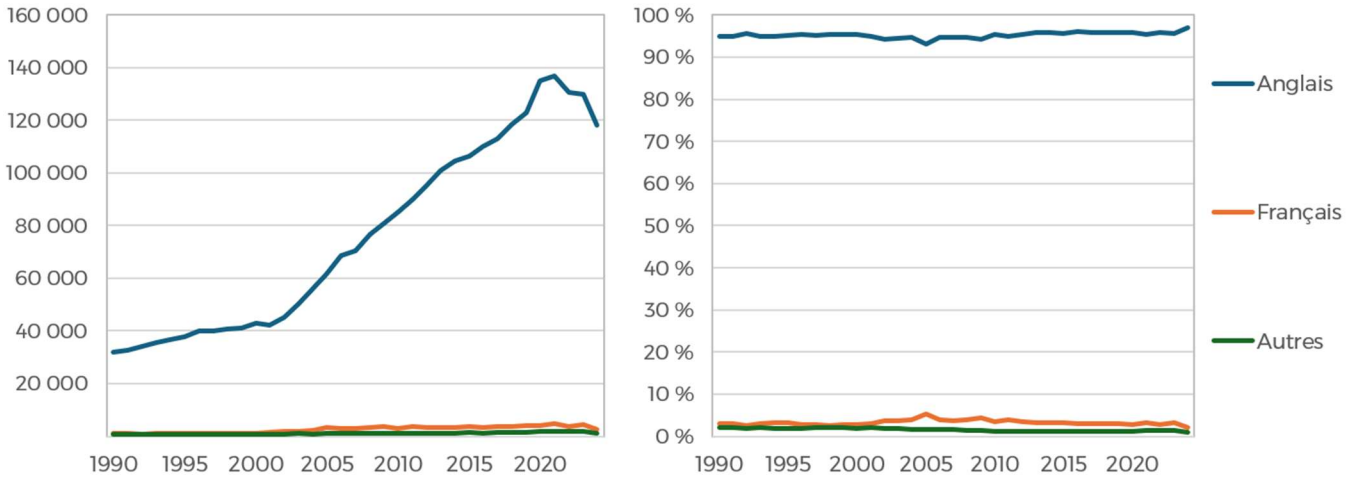


Figure 1. Nombre et pourcentage d'articles canadiens en anglais, en français et dans les autres langues, 1990-2024

On observe toutefois une différence entre les domaines. La figure 2 présente le pourcentage d'articles canadiens en français pour deux périodes 1990-94 et 2020-24. On remarque que, dans à peu près tous les domaines – sauf arts, santé publique, recherche biomédicale et architecture – le pourcentage d'articles en français est en déclin. L'importance de la recherche biomédicale – qui, à elle seule, publie 23 % des articles canadiens au cours de la période – explique les tendances stables observées à la figure 1. Autrement, on remarque un déclin marqué d'environ 50 % pour la plupart des disciplines des sciences sociales et humaines. Dans le cas des disciplines des sciences naturelles, on passe de pourcentages plutôt bas à une absence quasi complète d'articles scientifiques publiés en français.

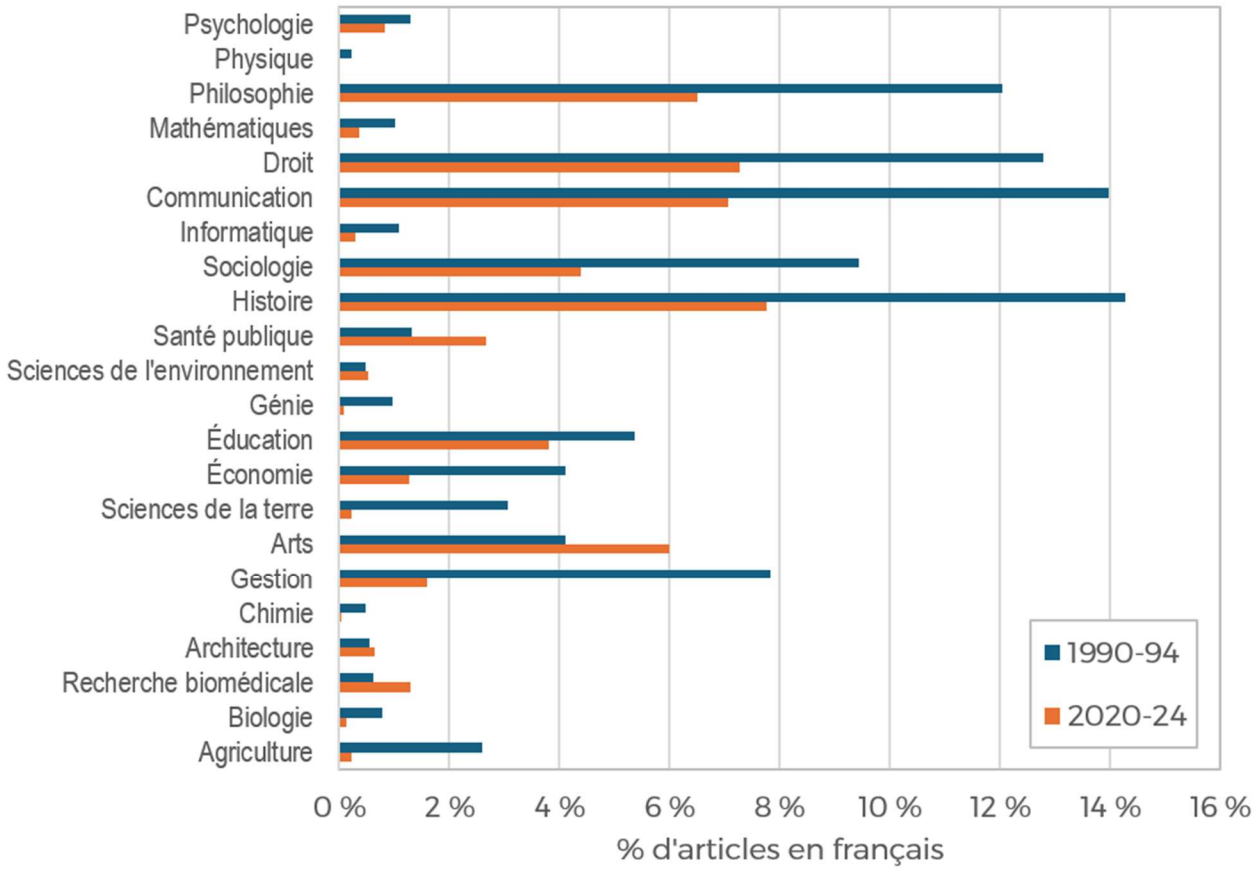


Figure 2. Pourcentage d'articles canadiens en français, selon la discipline, 1990-94 et 2020-24

Le bilinguisme des revues canadiennes

Les données présentées précédemment – ainsi que les travaux de van Bellen (2025) et de Pradier *et al.* (2026), s'appuyant à la fois sur les bases de données Dimensions et OpenAlex – soulignent la prévalence des revues bilingues au sein de l'espace scientifique. Par exemple, à partir de l'analyse des politiques linguistiques des revues canadiennes, Pradier *et al.* ont montré que près de la moitié des revues acceptaient exclusivement des articles en anglais, qu'environ 40 % des revues acceptaient des articles dans les deux langues officielles du pays, et qu'un peu plus de 11 % des revues n'acceptaient que des articles en français. Toutefois, au sein des revues bilingues, seuls 18,5 % des articles étaient écrits en français. Ce pourcentage est plutôt stable depuis les 10 dernières années.

Mais au-delà du statut bilingue des revues, l'analyse des revues canadiennes – tous types de politiques linguistiques confondus – permet de voir l'évolution du nombre de revues qui ont publié au moins un article en français (figure 3).

On y remarque le déclin des revues qui ont publié, pour une année donnée, au moins un article en français et un article en anglais, qui passent de près de 70 % des revues à un peu plus de 40 % des revues. Ce déclin est principalement dû à la croissance des revues qui publient un contenu exclusivement en anglais, dont le poids relatif a crû d'un peu plus de 20 % à près de 50 %. Enfin, les revues publiant exclusivement du contenu en français sont passées d'environ 15 % du total au tournant des années 2000 à tout juste au-dessus de 10 % en 2024.

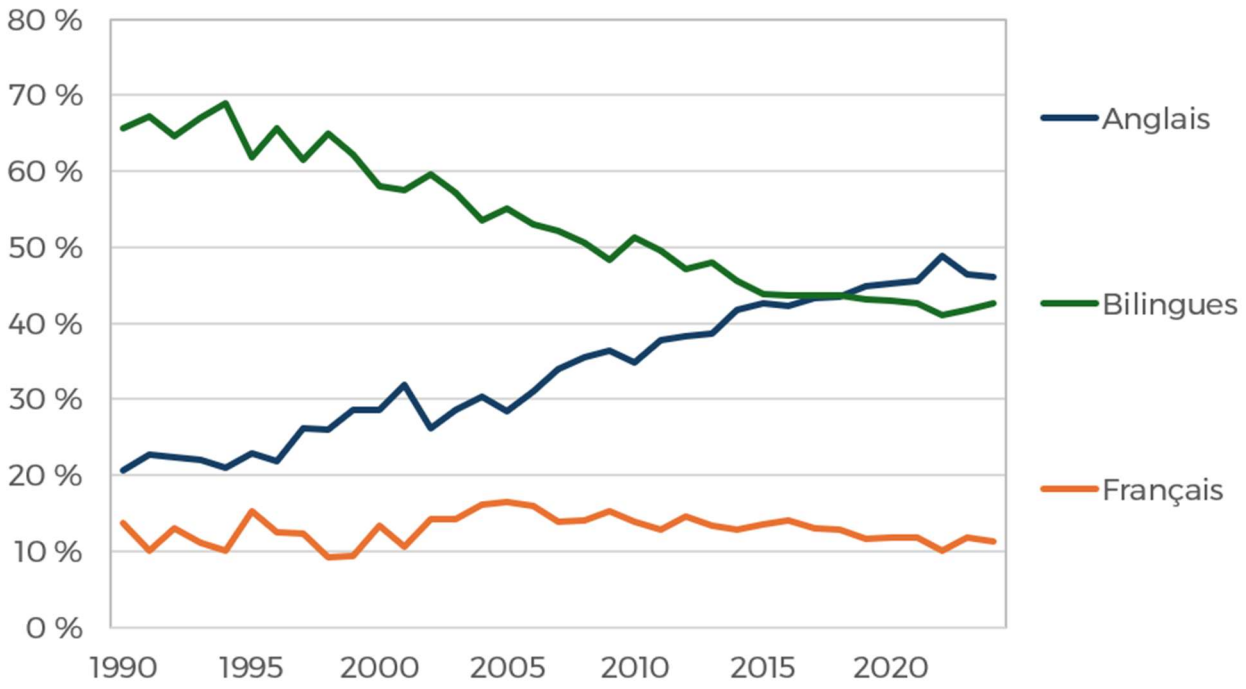


Figure 3. Pourcentage des revues canadiennes selon leur bilinguisme, 1990-2024 – Revues bilingues : au moins un article dans chacune des langues officielles pour cette année-là

L'importance du libre accès

Le libre accès est en croissance à l'échelle mondiale et à l'échelle canadienne, bien que les taux de libre accès au Canada demeurent plus bas que ceux observés à l'échelle mondiale (Céspedes *et al.*, 2026). À partir des données d'OpenAlex, nous avons compilé la place du libre accès dans l'écosystème de la recherche canadienne en mettant l'accent sur la question linguistique. Afin de simplifier l'analyse, toutes les formes de

libre accès (vert, diamant ou doré) sont regroupées sous le pourcentage d'articles « ouverts ».

La figure 4 présente le nombre d'articles canadiens en libre accès selon la langue, selon leur année de publication (1990-2024). Sans surprise, la tendance est à la hausse pour les deux langues : alors que 45 % des articles en français publiés en 1990 sont aujourd'hui ouverts, plus de 70 % de ceux publiés en 2023 le sont. Ces pourcentages sont plus bas dans le cas des articles en anglais, dont l'ouverture passe de 17 % à 63 % au cours de la période. Dans l'ensemble, l'écart entre le taux de libre accès des articles en français et de ceux en anglais se situe environ à 15 points de pourcentage, et se rétrécit dans le temps.

On remarque un déclin du libre accès – tant en français qu'en anglais – au cours de la dernière année étudiée (2024). Ce déclin est dû à l'embargo de 12 mois observé au sein d'un certain nombre de revues hébergées par la plateforme Érudit. Cet embargo influence davantage les articles (et revues) francophones que les revues anglophones, ce qui a pour résultat de rendre les taux de libre accès des deux groupes d'articles équivalents pour 2024.

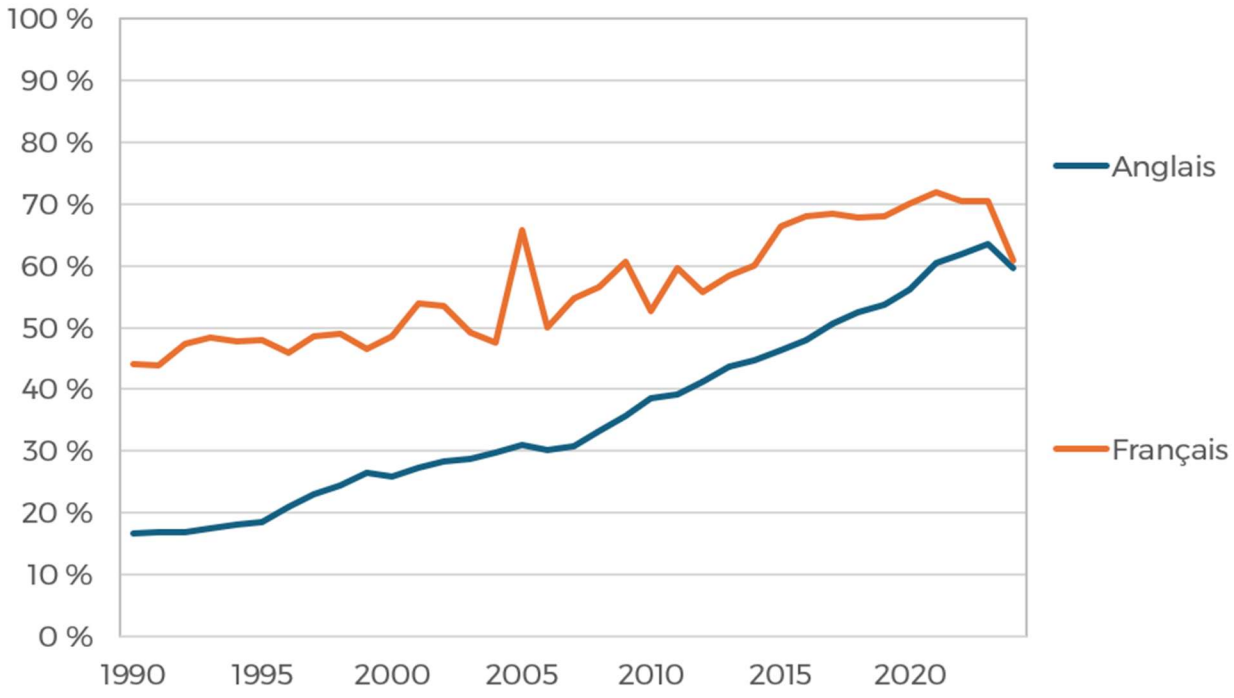


Figure 4. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès, selon la langue de l'article, 1990-2024

On observe quand même certaines différences disciplinaires dans le taux de libre accès des articles (figure 5). Au cours de la période 2020 à 2024, les articles en libre accès en français sont davantage ouverts que ceux en anglais, et ce, dans la majeure partie des disciplines.

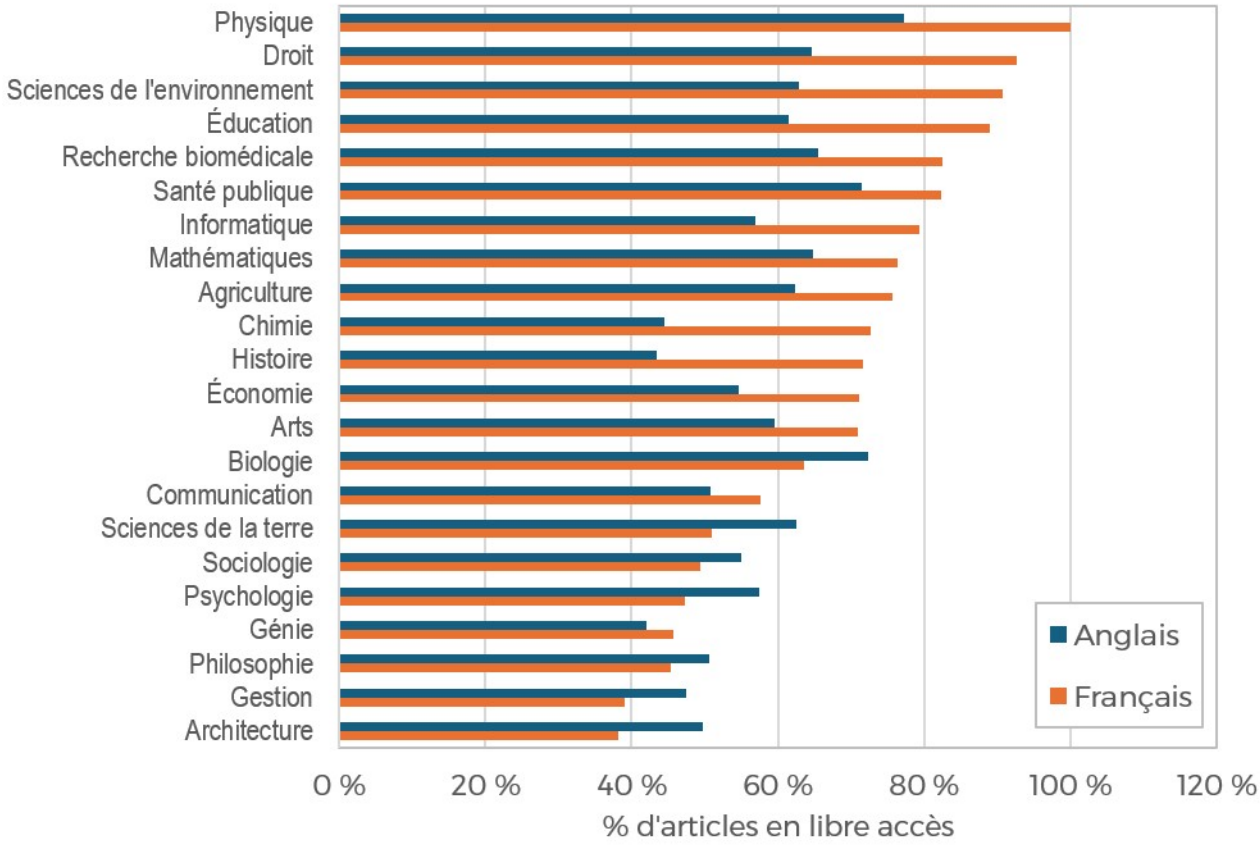


Figure 5. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès, selon la langue de l'article et la discipline, 2020-2024

Sur l'ensemble de la période étudiée (1990-2024), les articles canadiens publiés dans les revues canadiennes sont substantiellement plus susceptibles d'être en libre accès que les articles canadiens publiés dans les revues étrangères (59,8 % *vs* 41,7 %). Cette différence s'explique en grande partie par les politiques de la plateforme canadienne Érudit, qui diffuse une proportion importante des revues du pays, et dont environ 99 % du contenu est en libre accès.

Par contre, au sein des revues canadiennes, il existe d'importantes différences en fonction de la politique linguistique de la revue (figure 6). Alors que les articles des revues francophones publiés avant les années 2000 sont pratiquement tous en libre

accès[21], on observe un déclin important entre 2003 et 2013, période où les articles de ces revues et de celles en anglais ont le même niveau d'ouverture. On remarque ensuite une augmentation des articles publiés en libre accès dans les revues francophones jusqu'en 2018, puis une diminution ensuite pour atteindre les taux des articles publiés en anglais ces dernières années. Enfin, on remarque que, de façon constante, les revues bilingues, souvent gérées par les sociétés savantes canadiennes, sont moins susceptibles d'être ouvertes.

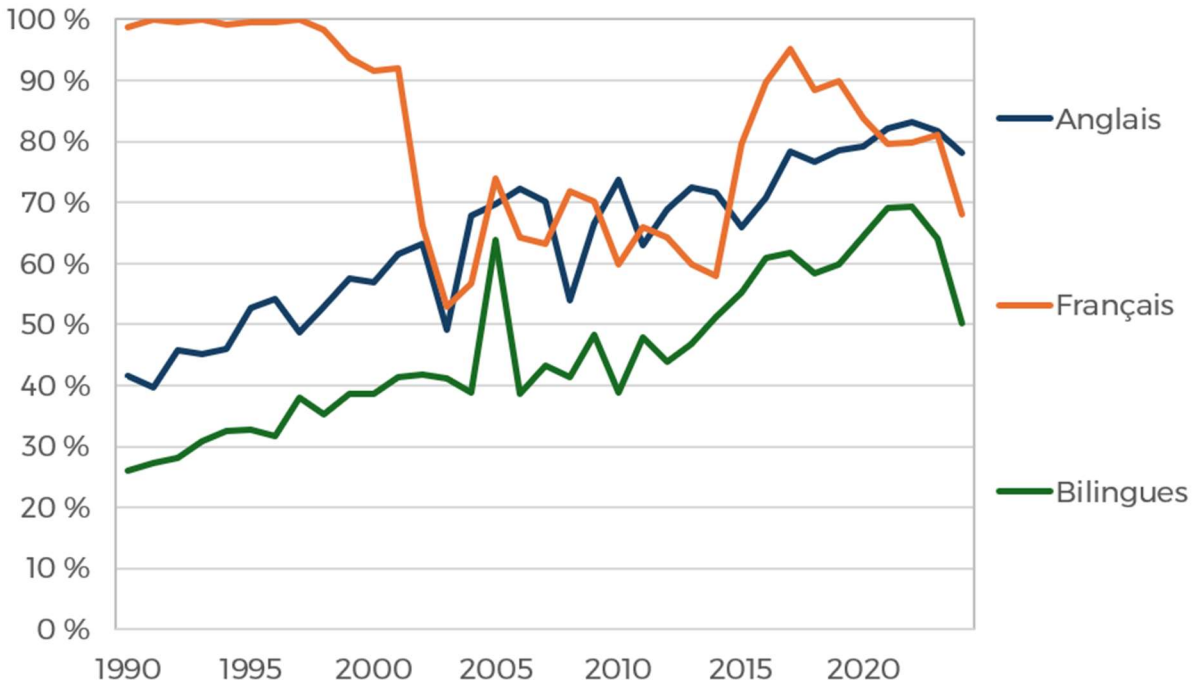


Figure 6. Pourcentage d'articles canadiens en libre accès publiés dans les revues canadiennes, selon la langue de la revue, 1990-2024

La langue des demandes de subventions

Dans le contexte des organismes subventionnaires canadiens (CRSH, CRSNG et IRSC), les demandes de financement, tant pour les personnes étudiantes que pour les membres du corps professoral, peuvent être faites en anglais ou en français. Or des études récentes ont montré le faible pourcentage de demandes faites en français et leurs taux de succès différents dans certains programmes (St-Onge *et al.*, 2021). Ces données ont aussi montré la quasi-absence des demandes en français au CRSNG et dans les IRSC ainsi que leur déclin au CRSH.

[21] Sachant qu'avant les années 2000, il y avait des revues canadiennes qui publiaient en français sans qu'elles soient en libre accès, nous pouvons penser que pour cette période, il est difficile de capter l'ensemble des publications.

Nous avons recompilé ces données pour les trois conseils fédéraux concernant la période allant jusqu'à 2021-2022. La figure 7 présente le pourcentage de demandes de subventions aux trois conseils fédéraux rédigées en français pour les universités francophones québécoises et les universités francophones et bilingues hors Québec. Dans le cas des premières, on remarque que le déclin dans la proportion de demandes en français s'est poursuivi. Au CRSH, le français représente 75 % des demandes en 2021-2022, alors que ce pourcentage est de 26 % aux IRSC et à peine 12 % au CRSNG. Bien que ces pourcentages soient plus bas dans le cas des universités francophones et bilingues hors Québec, on remarque que la tendance est plutôt stable, voire à la hausse au cours des dernières années. Plus spécifiquement, au CRSH, celles-ci sont passées de 29 % à 35 % entre 2019 et 2021, et aux IRSC, de 3 % à 7 % entre 2018 et 2021. Bien que l'on ne puisse pas imputer cette tendance à la création du Service d'aide à la recherche en français (SARF) par l'Acfas en 2023, il est permis de croire que celui-ci permettra de consolider cette tendance.

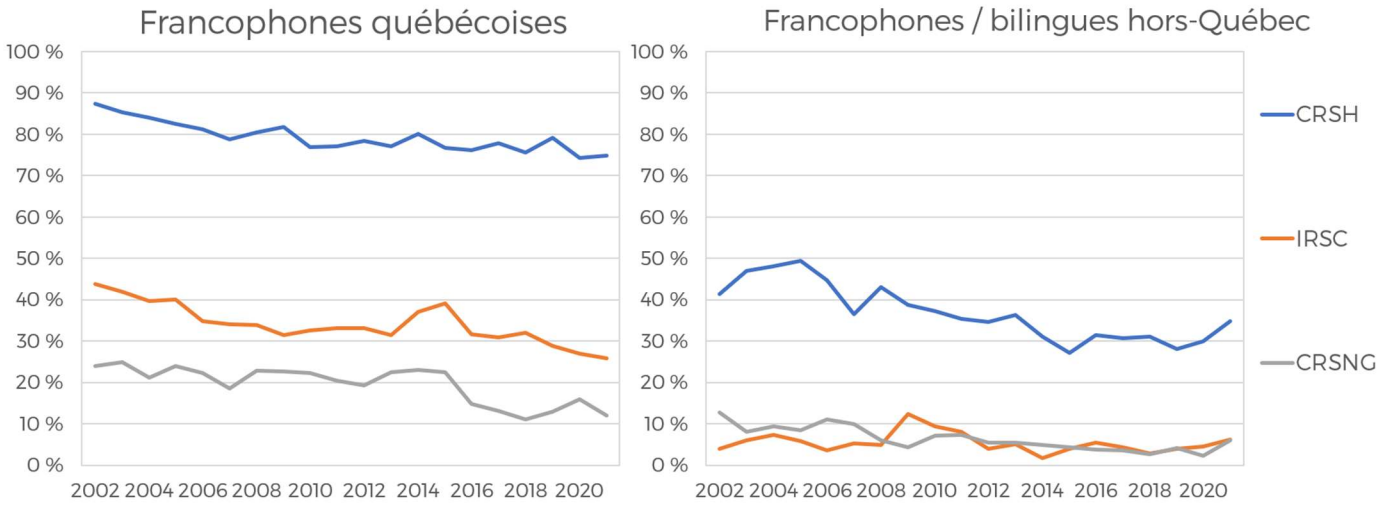


Figure 7. Pourcentage de demandes de subventions en français, universités francophones québécoises et universités francophones/bilingues hors Québec, par Conseil, 2002-2021

Dans le cas des bourses d'études, les pourcentages de demandes en français sont plus élevés pour chacun des conseils subventionnaires (figure 8). Alors que les tendances sont stables dans les universités francophones québécoises et au sein du CRSH et du CRSNG, on remarque une baisse dans les IRSC depuis le début de la décennie 2010, bien qu'une majorité des demandes soit rédigée en français. Les taux sont plus bas au sein des universités francophones et bilingues hors Québec, et une minorité des demandes sont faites en français. En outre, on remarque un déclin important des

demandes dans cette langue au CRSH : alors que leur pourcentage était au-dessus de 45 % en 2017, celui-ci est de 24 % pour le concours de 2021.

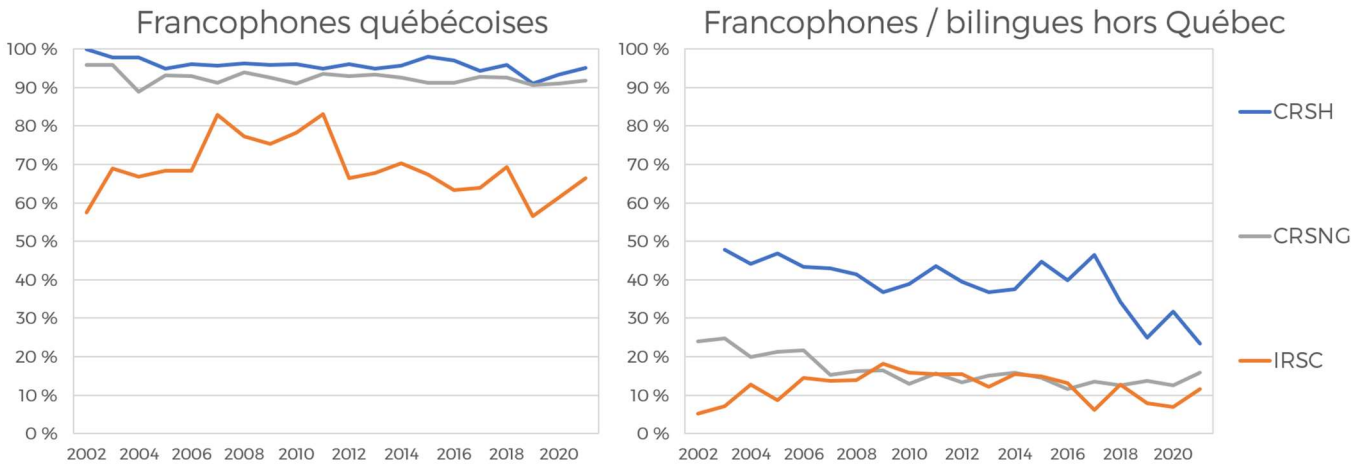


Figure 8. Pourcentage de demandes de bourses en français, universités francophones québécoises et universités francophones/bilingues hors Québec, par agence de financement, 2002-2021

Enfin, les taux de succès des demandes de subvention dans les langues officielles (figures 9 et 10) sont généralement les mêmes au CRSH et dans les IRSC, tant pour les demandes émanant des universités francophones québécoises que des universités francophones et bilingues hors Québec. Par contre, au CRSNG, on remarque que les demandes en anglais affichaient un pourcentage de financement plus élevé au début des années 2000, particulièrement celles en provenance d'universités francophones et bilingues hors Québec. Toutefois, les taux sont plutôt équivalents aujourd'hui, bien qu'il y ait des fluctuations annuelles importantes.

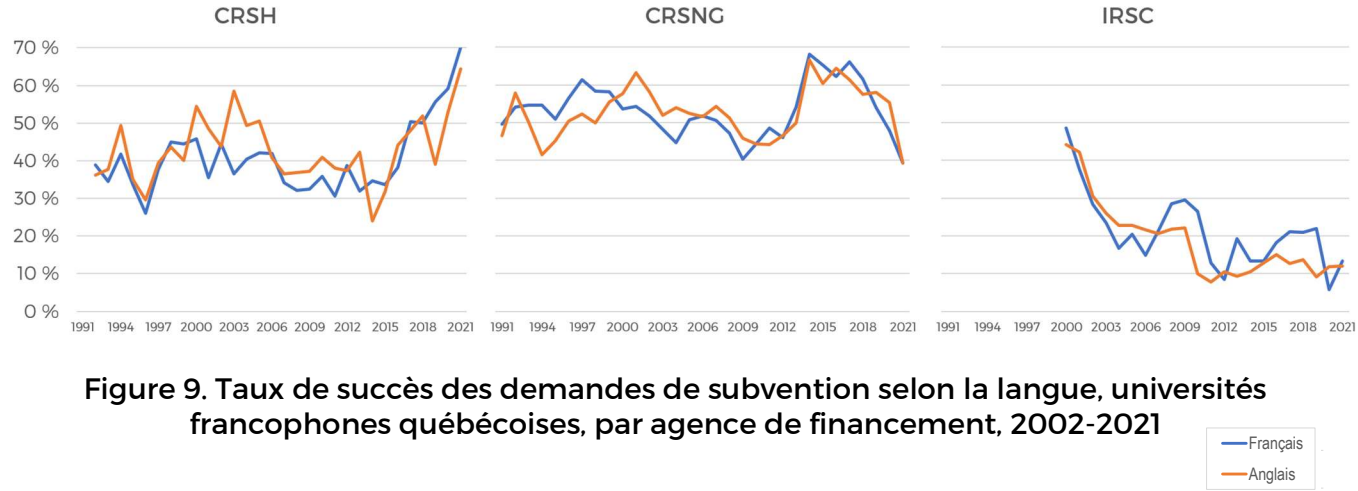


Figure 9. Taux de succès des demandes de subvention selon la langue, universités francophones québécoises, par agence de financement, 2002-2021

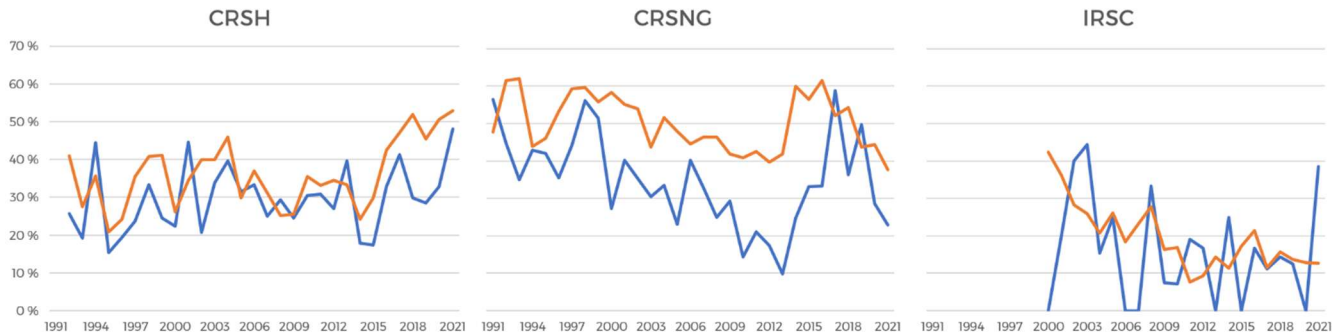


Figure 10. Taux de succès des demandes de subvention selon la langue, universités francophones hors Québec, par agence de financement, 2002-2021

L'aide aux revues savantes du CRSH

Lors du concours de 2025 du programme d'aide aux revues savantes du CRSH, 186 demandes ont été soumises, dont 177 ont été financées, pour un taux de réussite de 95 %. Parmi les revues financées, 169 sont des revues établies et 8 sont des revues émergentes.

131 revues financées sont en libre accès diamant, 43 revues financées sont en libre accès différé. Trois revues financées appliquent des frais de publication.

Enfin, 37,5 % des revues financées publient en français, 33,5 % publient en anglais et 29 % en anglais et en français.

LES REVUES SAVANTES QUI PUBLIENT EN FRANÇAIS AU CANADA

Une recension effectuée en 2020 dénombrait 485 revues savantes au Canada, dont 60 % (n=292) étaient en plein libres accès, alors que 20 % étaient accessibles sous forme d'abonnement et 20 % étaient accessibles en libre accès après un délai (généralement de 12 mois) (Lange et Severson, 2021)[22]. Une étude plus récente dénombre plutôt 944 revues académiques actives au Canada, la plupart étant concentrées en Ontario (501) et au Québec (179) (van Bellen et Céspedes, 2024). Près de la moitié (44 %) des revues sont en libre accès diamant, alors que 27 % des revues sont accessible par abonnement, 17 % sont accessible dans un format hybride (libre accès partiel) et 11 % sont accessibles en libre accès doré. Dans le domaine des sciences sociales et humaines, la proportion des revues qui publient exclusivement en français est d'environ 10 %, comparativement à 3 % dans le domaine des sciences de la santé et de la nature.

RECENSION DES REVUES SAVANTES QUI PUBLIENT EN FRANÇAIS AU CANADA

Notre recension des revues savantes canadiennes qui publient en français (uniquement ou en français et en anglais) compte 245 revues (voir l'annexe I pour la méthode utilisée).

- 82 % d'entre elles publient dans le domaine des sciences humaines et sociales, des arts et des lettres (80 % pour les revues qui publient en français et en anglais et 90 % pour les revues qui publient en français) et
- 18 % publient dans le domaine des STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) et de la santé (20 % des revues qui publient en français et en anglais et 10 % des revues qui publient en français excluant l'anglais).

Près de la moitié (44 %) des revues sont hébergées au Québec, tandis qu'un peu plus du tiers (37 %) des revues sont publiées en Ontario. L'Ouest canadien regroupe un peu

[22] Pour être incluse, une revue devait être indépendante (non affiliée à un éditeur commercial), académique, canadienne (au moins le tiers du comité éditorial devait être affilié à une institution postsecondaire canadienne et active, puis avoir publié dans les trois dernières années). La recension fut effectuée à partir de la liste des revues en libre accès « doré » du RCDR (qui exclut les revues sur Érudit et DOAJ), la liste de revues de Coalition Publica (issu d'un partenariat entre Érudit et le Public Knowledge Project) et le répertoire de revues Ulrich.

plus d'une revue sur 10 (12 %), tandis que le reste (6 %) se retrouve dans les provinces de l'Atlantique.

Les trois quarts (n=184) des revues publient en anglais et en français, voire dans une troisième langue, tandis que le quart (n=61) des revues publient en français (uniquement ou dans une autre langue, excluant l'anglais). La majorité des revues recensées (82 %) qui publient uniquement en français sont situées au Québec (n=50). En ce qui concerne les revues bilingues ou multilingues, nous retrouvons près de la moitié (46 %) d'entre elles en Ontario (n=84) et un peu moins d'un tiers (32 %) au Québec (n=58). Au Québec, un peu plus de la moitié des revues (52 %) publient dans les deux langues officielles (parfois dans une troisième langue). Dans les autres provinces, la majorité des revues de notre échantillon publient en français et en anglais.

Tableau 9. Répartition géographique des revues

	Français[23]	Français et anglais	Nombre total	Pourcentage
Alberta	1	11	12	5 %
Colombie-Britannique	0	12	12	5 %
Manitoba	1	4	5	2 %
Nouveau-Brunswick	1	7	8	3 %
Nouvelle-Écosse	1	4	5	2 %
Ontario	7	84	91	37 %
Québec	50	58	108	44 %
Saskatchewan	0	1	1	0 %
Terre-Neuve-et-Labrador	0	3	3	1 %
Total	**61**	**184**	**245**	**100 %**

[23] Nous avons inclus une revue hébergée au Québec qui publie dans des langues romanes, excluant l'anglais.

La majorité (60 %) des revues sont en libre accès, tandis qu'un peu plus du tiers (36 %) des revues sont disponibles en accès restreint (accès libre après une période ou accès libre à une partie du contenu) et 4 % sont accessibles sous forme d'abonnement.

Tableau 10. Le mode d'accès aux revues selon la langue

Types d'accès	Français [24]	Anglais et français [25]	Total
Libre accès	56 %	61 %	60 %
Accès restreint	43 %	33 %	36 %
Payant	2 %	5 %	4 %
Total général	100 %	100 %	100 %

SONDAGE AUPRÈS DES REVUES QUI PUBLIENT EN FRANÇAIS AU CANADA

Cette section présente les résultats du sondage mené auprès des revues savantes canadiennes qui publient en français.

Profil des revues sondées

La plupart des revues utilisent un (30,5 %) ou deux (37,8 %) services d'hébergement et d'agrégation. Parmi les plus populaires, Érudit est utilisé par 80,5 % des revues, suivi par EBSCO (34,1 %) et le site Web de l'hôte de la revue (28,0 %)[26].

La majorité des revues sont publiées seulement en français (53,7 %), suivies par les revues bilingues (46,3 %)[27]. Parmi les revues francophones, 72,3 % sont hébergées au Québec, tandis que 71,4 % des revues bilingues sont hébergées à l'extérieur du Québec (tableau 11)[28].

Tableau 11. Langue de publication selon le type de revue

	Québec	Francophonie [29]	Total
Français	72,3 %	28,6 %	53,7 %
Français et anglais	27,7 %	71,4 %	46,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

[24] Peut inclure une autre langue, excluant l'anglais.
[25] Peut inclure d'autres langues.
[26] Tableaux 39 et 40.
[27] Tableau 43.
[28] Les revues bilingues désignent celles qui publient en anglais et en français (parfois dans une langue tierce) et les revues francophones désignent celles qui publient en français uniquement ou dans une langue tierce excluant l'anglais.
[29] Dans cette section, le terme « francophonie » fait référence aux revues qui publient en français en dehors du Québec.

Le français est la langue de fonctionnement de 69,1 % des revues. Pour les revues bilingues, soit celles qui publient en français et en anglais, environ un tiers utilise comme langue de fonctionnement le français (34,2 %), l'anglais (34,2 %) ou les deux langues de manière égale (31,6 %)[30].

Les revues bilingues au Québec privilégient majoritairement le français (93,5 %), tandis que, dans la francophonie canadienne, des proportions identiques de revues bilingues (37,1 %) déclarent utiliser le plus souvent soit le français, soit l'anglais au travail (tableau 12). Environ le quart (25,7 %) des revues bilingues dans la francophonie canadienne utilise les deux langues de manière égale. Par ailleurs, aucune revue bilingue au Québec ne priorise le plus souvent l'anglais dans l'exécution de ses fonctions.

Tableau 12. Langue de fonctionnement des revues bilingues au Québec et à l'extérieur du Québec

	Québec	Francophonie	Total
Plus souvent en français	93,5 %	37,1 %	69,1 %
L'anglais et le français également	6,5 %	25,7 %	14,8 %
Plus souvent en anglais	0,0 %	37,1 %	16,0 %
Total	100 %	100 %	100 %

Plus de la moitié des revues (59,5 %) sont disponibles en libre accès, tandis que 40,5 % sont accessibles par un abonnement (soit une combinaison d'abonnement et de libre accès après une période d'embargo ou en *freemium*) (voir le tableau 13). Une plus grande proportion de revues francophones (47,6 %) privilégie l'abonnement, comparativement aux revues bilingues (32,4 %), qui sont plus disponibles en libre accès (67,6 %). Quelques revues ont précisé ne pas envisager de passer au libre accès, parce que les abonnements permettent de financer le rédacteur en chef, et la revue de façon générale : « Sans ce revenu, la revue serait en difficulté. »

Tableau 13. Accès à la revue (libre accès vs abonnement[31])

	Francophone	Bilingue	Total
Abonnement	47,6 %	32,4 %	40,5 %
Libre accès	52,4 %	67,6 %	59,5 %
Total	100 %	100 %	100 %

[30] Tableau 41 et Tableau 42

[31] Pour la comparaison selon le type d'accès, la variable « Abonnement » regroupe les accès par abonnement seulement, par abonnement et libre accès après une période d'embargo et par abonnement et libre accès en freemium, alors que « Libre accès » inclut les accès par libre accès intégral seulement.

En résumé, on observe une utilisation marquée du français dans les revues hébergées au Québec, mais aussi une répartition géographique équilibrée entre les revues au Québec et celles dans la francophonie canadienne. Les revues bilingues, en particulier en dehors du Québec, montrent une plus grande flexibilité dans l'utilisation des langues de fonctionnement, et une majorité d'entre elles favorise le libre accès à leurs contenus.

Données sur la gestion des articles soumis

Une proportion significative des revues (45 %) refuse entre un quart et la moitié des articles soumis, tandis qu'une autre part importante (36,3 %) refuse moins d'un quart des articles. Seule une petite proportion (6,3 %) refuse plus des trois quarts des articles soumis (Tableau 14).

Tableau 14. Refus d'articles soumis

	Nombre	%
0 à 25 %	29	36,3 %
26 à 50 %	36	45,0 %
51 à 75 %	10	12,5 %
76 à 100 %	5	6,3 %
Total	80	100 %

Les revues francophones tendent à refuser moins d'articles comparativement aux revues bilingues. Par exemple, 43,2 % des revues francophones refusent moins de 25 % des articles reçus, tandis que seulement 28,9 % des revues bilingues suivent cette même tendance. De plus, une proportion plus élevée de revues bilingues (50,0 %) refuse de 26 % à 50 % des articles soumis (Tableau 15). Enfin, une proportion plus élevée de revues bilingues refuse plus de la moitié des articles soumis (21,1 %) que les revues francophones (15,9 %).

Tableau 15. Refus d'articles selon la langue de la revue

	Francophone	Bilingue	Total
0-25 %	43,2 %	28,9 %	36,3 %
26-50 %	36,4 %	50,0 %	45,0 %
51-75 %	11,4 %	13,2 %	12,5 %
76-100 %	4,5 %	7,9 %	6,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

Les revues bilingues refusent généralement une plus grande proportion d'articles en anglais que ceux en français. Par exemple, 44,7 % des revues bilingues refusent moins

de 25 % des articles en français, contre 37,8 % des articles en anglais. En revanche, 29,7 % des revues bilingues refusent plus de la moitié des articles soumis en anglais, alors que seulement 15,8 % des revues font de même pour les articles en français (Tableau 16).

Tableau 16. Refus d'articles soumis en français et en anglais au sein des revues bilingues

	Articles en français	Articles en anglais
0-25 %	44,7 %	37,8 %
26-50 %	39,5 %	32,4 %
51-75 %	7,9 %	18,9 %
76-100 %	7,9 %	10,8 %
Total	100 %	100 %

Si la majorité (64,2 %) des revues disent ne pas avoir observé de baisse du nombre d'articles soumis en français, une proportion importante (35,8 %) dit avoir observé une telle baisse. Une proportion plus importante des revues francophones (39,5 %) a observé une baisse du nombre d'articles soumis en français comparativement aux revues bilingues (31,6 %)[32].

Environ 43,2 % des revues bilingues affirment que les articles en français représentent moins du quart des articles publiés dans les dix dernières années. Cependant, cette proportion varie considérablement entre les revues bilingues hébergées au Québec et celles qui sont situées dans la francophonie canadienne. Tandis qu'une grande majorité des revues bilingues au Québec (53,8 %) publient plus de trois quarts de leurs articles en français, cela est le cas de seulement 8,7 % des revues bilingues dans la francophonie canadienne (Tableau 17).

Tableau 17. Proportion d'articles publiés en français dans les revues bilingues

	Québec	Francophonie	Total
0-25 %	7,7 %	60,9 %	43,2 %
26-50 %	30,8 %	26,1 %	27 %
51-75 %	7,7 %	4,3 %	5,4 %
76-100 %	53,8 %	8,7 %	24,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

La majorité des revues bilingues (68,4 %) affirment faire des efforts pour augmenter la publication d'articles en français. En comparaison, près de la moitié (46,2 %) des revues

[32] Tableau 44.

bilingues au Québec affirment en faire, alors que la majorité (80,0 %) des revues bilingues dans la francophonie canadienne disent en faire[33]. À cet effet, les raisons de déployer ou non des efforts varient entre les revues bilingues du Québec et celles des autres provinces. Une revue bilingue à l'extérieur du Québec ne voit pas d'intérêt à augmenter la publication en français, mentionnant une faible demande de la part de son lectorat. À l'inverse, une autre revue bilingue, également à l'extérieur du Québec, dit privilégier la diversité linguistique dans un contexte international, cherchant ainsi à inclure davantage de langues dans ses publications. Certaines revues bilingues, bien qu'elles ne déploient pas encore d'efforts, envisagent de le faire prochainement. Elles soulignent la nécessité d'améliorer la qualité des traductions, qui est essentielle pour attirer les personnes autrices francophones. Elles insistent également sur l'importance de maintenir un équilibre entre les articles en français et en anglais, affirmant : « Nous ne souhaitons pas que le nombre d'articles en français diminue. » Des revues bilingues disent fournir des efforts pour augmenter le nombre d'articles en français. Certaines multiplient les initiatives pour promouvoir l'édition en français, comme la publication équivalente en français et en anglais sur les réseaux sociaux et dans les appels de texte. D'autres revues bilingues affirment solliciter directement des professeures et professeurs, les incitant à soumettre leurs travaux en français. Des revues bilingues mentionnent qu'elles doivent publier au minimum 50 % des articles en français pour obtenir des subventions, comme celles du FRQ. Malgré les efforts, certaines revues précisent que les stratégies envisagées de traduction des articles en français et en anglais sont souvent jugées irréalistes du fait de limites financières, notamment pour les revues en libre accès, qui manquent de fonds pour rémunérer des traducteurs.

Une revue bilingue précise avoir publié un numéro spécial en français pour encourager la parité, alors que d'autres suggèrent de commanditer des évènements en français afin d'accroître l'influence de la revue dans la francophonie. Par ailleurs, afin de soutenir la recherche en français, certaines revues bilingues par abonnement envisagent même d'offrir un accès gratuit à leur revue auprès des chercheurs francophones. De plus, une revue bilingue insiste sur l'importance d'une équipe éditoriale représentative de la francophonie dans le but de promouvoir la publication en français.

Malgré ces efforts, certaines revues constatent une diminution des soumissions en français chaque année. Les chercheurs et chercheuses francophones préfèreraient plus souvent soumettre leurs manuscrits en anglais afin d'augmenter leur visibilité et la diffusion de leur article.

En résumé, on observe que les revues francophones ont tendance à accepter et publier davantage d'articles en français, tandis que les revues bilingues, notamment celles de

[33] Tableau 45.

la francophonie canadienne, font face à des défis en matière de publication en français. La majorité des revues bilingues disent fournir un effort substantiel pour améliorer la publication en français. Bien que des efforts soient déployés à maints égards pour augmenter la publication d'article en français, les défis financiers et la préférence croissante pour l'anglais demeurent des obstacles importants.

Accès et consultation des revues

Les formats de publication des revues révèlent une tendance nette vers la transition numérique, avec une large majorité (70,4 %) des revues publiant uniquement en ligne. Une proportion plus faible (27,2 %) opte pour une combinaison de publication imprimée et en ligne, tandis que seulement 2,5 % des revues publient uniquement en version imprimée. Ces dernières se trouvent dans la francophonie canadienne. Ainsi, environ les deux tiers (65,7 %) des revues dans la francophonie canadienne publient seulement en ligne, comparativement aux trois quarts (73,9 %) des revues au Québec (Tableau 18).

Tableau 18. Format de publication selon la région

	Québec	Francophonie	Total
En ligne seulement	73,9 %	65,7 %	70,4 %
Imprimé et en ligne	26,1 %	28,6 %	27,2 %
Imprimé seulement	0 %	5,7 %	2,5 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concernant les types d'accès aux revues, une majorité d'entre elles (59,5 %) offrent un libre accès intégral à leurs articles. Environ un tiers (32,9 %) des revues adoptent un modèle hybride, où l'accès est libre après une période d'embargo. Quelques revues (2,5 %) choisissent un modèle *freemium*, offrant un accès partiel, tandis qu'une petite proportion (5,1 %) des revues ne sont disponibles que sur abonnement[34]. Lorsque l'on compare selon la langue des revues, on remarque que les revues francophones sont plus susceptibles de proposer un libre accès après embargo (45,2 %) comparé aux revues bilingues (18,9 %). De plus, une plus grande proportion de revues bilingues (67,6 %) offre un libre accès intégral, contre 52,4 % pour les revues francophones (Tableau 19).

[34] Tableau 48.

Tableau 19. Type d'accès à la revue selon la langue de publication

	Français	Bilingue	Total
Abonnement seulement	0,0 %	10,8 %	5,1 %
Abonnement et libre accès après une période d'embargo	45,2 %	18,9 %	32,9 %
Abonnement et libre accès en freemium	2,4 %	2,7 %	2,5 %
Libre accès intégral	52,4 %	67,6 %	59,5 %
Total	100 %	100 %	100 %

Ces résultats montrent une volonté de rendre les contenus accessibles tout en explorant différentes options d'accès, comme le libre accès après embargo ou le modèle freemium. Cependant, l'adoption du libre accès intégral reste plus forte parmi les revues bilingues, soulignant peut-être un engagement plus marqué envers l'ouverture des connaissances, ou simplement des défis financiers plus importants chez les revues francophones.

Les perceptions au sujet de la consultation des articles au cours des cinq dernières années révèlent des tendances intéressantes. Près de la moitié des revues (55,2 %) constatent une augmentation des consultations, tandis que 29,9 % indiquent une stabilité des consultations, une faible proportion (4,5 %) affirme avoir observé une baisse, et environ une revue sur dix (10,4 %) parle d'une tendance fluctuante[35]. Cela dit, notons que deux fois plus de revues francophones (6,3 %) que de revues bilingues (2,9 %) affirment avoir observé une baisse des consultations d'articles depuis cinq ans. Des proportions similaires entre les deux types de revues rapportent des hausses, tandis que les revues bilingues sont plus nombreuses à faire référence à des consultations en dents de scie (respectivement 14,3 % et 6,3 %)[36].

L'analyse régionale montre des différences notables : plus des trois quarts des revues hébergées au Québec (76,3 %) rapportent une augmentation des consultations, alors que seulement 27,6 % des revues de la francophonie canadienne observent une telle tendance. Les revues du Québec sont moins nombreuses en proportion à observer une stabilité des consultations (21,1 %) par rapport aux revues de la francophonie canadienne (41,4 %) (Tableau 20).

[35] Tableau 50.
[36] Tableau 51.

Tableau 20. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon la région

	Québec	Francophonie	Total
À la baisse	2,6 %	6,9 %	4,5 %
Plutôt stable	21,1 %	41,4 %	29,9 %
À la hausse	76,3 %	27,6 %	55,2 %
En dents de scie	0,0 %	24,1 %	10,4 %
Total	100 %	100 %	100 %

Plus de revues ayant un modèle en libre accès observent une hausse des consultations comparativement aux revues qui appliquent un modèle par abonnement (60,5 % comparativement à 48,3 %)[37]. En ce qui concerne les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues, on remarque qu'une plus grande proportion de revues en libre accès ont observé une hausse des consultations en français (61,1 %), contrairement aux revues bilingues par abonnement, où la majorité (87,5 %) a observé une stabilité, voire une baisse chez 12,5 % de ces revues, tandis qu'aucune revue en libre accès n'a observé une baisse (Tableau 21).

Tableau 21. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années selon le type d'accès

	Abonnement	Libre accès	Total
À la baisse	12,5 %	0,0 %	3,8 %
Plutôt stable	87,5 %	33,3 %	50,0 %
À la hausse	0,0 %	61,1 %	42,3 %
En dents de scie	0,0 %	5,6 %	3,8 %
Total	100 %	100 %	100 %

En somme, bien que de nombreuses revues bénéficient d'une augmentation de la consultation de leurs articles, les défis rencontrés varient selon le type d'accès et la région.

Transition vers le libre accès

Enfin, bien que la majorité des revues rencontrent peu de difficultés dans la mise en place de revues en libre accès (42,4 % n'en ont pas rencontré et 44,1 % en ont rencontré un peu), environ une revue sur huit (13,6 %) affirme avoir fait face à des défis plus

[37] Tableau 52.

importants[38]. On remarque aussi que les revues bilingues ont généralement rencontré moins de difficultés que les revues francophones, avec 10,7 % des revues bilingues déclarant avoir eu beaucoup et énormément de difficultés, contre 16,1 % pour les revues francophones[39].

Sur le plan géographique, les revues au Québec rencontrent davantage de difficultés (19,5 % ont mentionné avoir rencontré beaucoup ou énormément de problèmes) comparées aux revues dans la francophonie canadienne, dont seulement 4,3 % ont indiqué des défis similaires (Tableau 22). Parmi celles ayant éprouvé des difficultés, une large majorité (76,5 %) mentionne des obstacles financiers, suivis par des difficultés techniques pour 50,0 % des revues[40].

Tableau 22. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Pas du tout	44,4 %	39,1 %	42,4 %
Un peu	36,1 %	56,5 %	44,1 %
Beaucoup	16,7 %	4,3 %	11,9 %
Énormément	2,8 %	0,0 %	1,7 %
Total	100 %	100 %	100 %

En ce qui concerne l'assistance reçue pour la transition vers le libre accès, environ deux tiers des revues (63,4 %) ont déclaré avoir reçu de l'aide[41]. Une faible différence est observée entre les revues francophones et bilingues : 61,5 % des revues francophones ont bénéficié d'une aide, contre 66,7 % des revues bilingues[42]. Cette tendance est similaire pour les revues du Québec et celles de la francophonie[43]. Les revues rapportent plusieurs conditions pour réussir leur transition vers le libre accès. Une revue mentionne la nécessité d'un soutien institutionnel pour l'indexation, incluant un soutien financier, un dégrèvement de charges, et la promotion de la revue. Une autre ajoute que même avec le soutien de son institution, l'aide du CRSH est indispensable. Enfin, une revue souligne qu'une aide financière est essentielle pour compenser la perte de revenus due aux abonnements, et que cette aide doit être progressivement augmentée.

En ce qui concerne l'aide reçue pour soutenir leur transition versl le libre accès, la majorité des revues ont obtenu un soutien technique (76,0 %), principalement de la

[38] Tableau 55.
[39] Tableau 56.
[40] Tableau 57.
[41] Tableau 58.
[42] Tableau 59.
[43] Tableau 60.

part de leur université (68,4 %) ou d'organismes externes tels qu'Érudit (56,6 %). En revanche, 60,0 % des revues ont bénéficié d'une aide financière dans le cadre de cette transition, provenant principalement de subventions issues d'agences comme le CRSH et le FRQ (93,8 % des cas)[44].

En somme, la transition au libre accès représente un défi pour un certain nombre de revues, notamment en raison des contraintes financières, mais elles bénéficient souvent d'un soutien institutionnel, tant sur le plan technique que financier, pour les relever.

Aspects financiers des revues

Les données concernant les dépenses des revues pour l'année 2022-2023 montrent une répartition variée selon les langues de publication et les régions. Dans l'ensemble, 52,9 % des revues ont des dépenses comprises entre 10 000 $ et 50 000 $, tandis que 25,7 % dépensent moins de 10 000 $, et 21,4 % dépassent les 50 000 $[45]. Les revues bilingues se distinguent par des dépenses plus élevées : 28,1 % ont des dépenses supérieures à 50 000 $, contre seulement 17,6 % pour les revues francophones. Les revues francophones sont plus nombreuses (26,5 %) à assumer des dépenses inférieures à 10 000 $, par rapport aux revues bilingues (21,9 %) (Tableau 23).

Tableau 23. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'année 2022-2023 selon la langue de publication

	Français	Bilingue	Total
Moins de 10 000 $	26,5 %	21,9 %	25,7 %
10 000 $ à 50 000 $	55,9 %	50,0 %	52,9 %
Plus de 50 000 $	17,6 %	28,1 %	21,4 %
Total	100 %	100 %	100 %

Ces tendances sont également observées en fonction de la région : les revues du Québec ont des dépenses légèrement plus élevées, tandis que celles de la francophonie canadienne tendent à afficher des dépenses moins importantes (Tableau 24).

[44] Tableaux 61, 62 et 63.
[45] Tableau 64.

Tableau 24. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'Année 2022-2023 selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Moins de 10 000 $	20,5 %	29,6 %	25,7 %
10 000 $ à 50 000 $	56,4 %	48,1 %	52,9 %
Plus de 50 000 $	23,1 %	22,2 %	21,4 %
Total	100 %	100 %	100 %

Nous remarquons que les revues francophones génèrent aussi des revenus inférieurs à celui des revues bilingues. C'est le cas pour les revues de la francophonie canadienne ou en libre accès, en comparaison avec celles du Québec ou celles par abonnement qui génèrent beaucoup plus de revenus (Tableaux 25, 26 et 27).

Tableau 25. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon la langue de publication

	Français	Bilingue	Total
Moins de 10 000 $	50,0 %	34,4 %	41,9 %
10 000 $ à 50 000 $	30,0 %	37,5 %	33,9 %
Plus de 50 000 $	20,0 %	28,1 %	24,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 26. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Moins de 10 000 $	34,3 %	51,9 %	41,9 %
10 000 $ à 50 000 $	37,1 %	29,6 %	33,9 %
Plus de 50 000 $	28,6 %	18,5 %	24,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 27. Les revenus pour l'année 2022-2023 selon le type d'accès

	Abonnement	Libre accès	Total
Moins de 10 000 $	29,2 %	50,0 %	41,9 %
10 000 $ à 50 000 $	29,2 %	36,8 %	33,9 %
Plus de 50 000 $	41,7 %	13,2 %	24,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

En termes de financement, les agences subventionnaires représentent la principale source de revenus pour 45,1 % des revues, suivies des abonnements et ventes pour 36,6 % (Tableau 28).

Tableau 28. Sources de revenus de la revue pour l'année 2022-2023

	Nombre	%
Agences subventionnaires	37	45,1 %
Abonnements et ventes	30	36,6 %
Université	15	18,3 %
Partenaires	9	11,0 %
Frais facturés aux autrices/auteurs	3	3,5 %
Total	82	-

Notons que les revues francophones dépendent davantage des agences subventionnaires (51 %) que les revues bilingues (40,0 %). Les revues en libre accès, les revues de la francophonie canadienne et les revues bilingues sont plus dépendantes du financement de leur établissement que les autres types de revues (Tableau 29).

Tableau 29. Sources de revenus de la revue pour l'année 2022-2023[46]

	Français	Bilingue	Québec	Francophonie	Abonnement	Libre accès	Total
Université	12,8 %	25,7 %	11,4 %	26,3 %	12,5 %	23,4 %	19,5 %
Abonnements et ventes	34,0 %	40,0 %	38,6 %	34,2 %	78,1 %	10,6 %	37,8 %
Agences subventionnaires	51,0 %	40,0 %	43,2 %	47,4 %	43,8 %	48,9 %	48,8 %
Partenaires	10,6 %	11,4 %	15,9 %	5,3 %	18,8 %	6,4 %	11,0 %
Frais facturés aux autrices/auteurs	4,3 %	2,9 %	4,5 %	2,6 %	3,1 %	4,3 %	3,7 %

Le financement en provenance de l'université d'attache représente moins de 25 % du financement total chez près de deux revues sur cinq (38,5 %). La même proportion de revues (38,5 %) affirme que ce type de financement représente de 26 à 50 % du financement total de la revue. Près du quart (23,1 %) des revues soulignent que le financement interne couvre plus de la moitié des besoins en financement de la revue[47].

Le financement obtenu par les agences subventionnaires représente une plus grande part du financement des revues. Plus des deux tiers (69,4 %) des revues affirment que le financement obtenu d'une agence subventionnaire couvre plus de la moitié du financement total. Alors que le reste (33,3 %) souligne que cette source de financement couvre moins de la moitié du financement total de leur revue[48]. D'ailleurs, le CRSH et le FRQ représentent la majorité (94,9 %) des agences subventionnaires identifiée par les revues

[46] La somme des poucentages peut dépasser 100 %, puisque les répondantes et répondants pouvaient sélectionner plusieurs réponses à cette question.
[47] Tableau 66.
[48] Tableau 67.

La majorité (66,7 %) des revues affirmant avoir obtenu un financement d'un partenaire indiquent que cette part de financement représente moins du quart du financement total de la revue[49].

Rétribution et gestion des revues

Le mode de rétribution des directeurs ou directrices de revue varie en fonction de plusieurs facteurs, notamment la langue de publication, la région géographique et le modèle d'abonnement. En général, la majorité des revues ne prévoient aucune rémunération pour la direction, celle-ci étant assumée volontairement dans 65,3 % des cas[50]. Toutefois, des différences apparaissent lorsqu'on examine ces données plus en détail.

D'abord, il est à noter que les revues francophones (64,1 %) et bilingues (66,7 %) ont des pratiques similaires en matière de non-rémunération. Toutefois, les revues francophones sont plus enclines à offrir des crédits de dégrèvement (33,3 % contre 8,3 % chez les revues bilingues). En revanche, les revues bilingues sont plus nombreuses à verser des honoraires ou un salaire à leur direction, avec un quart des revues bilingues (25,0 %) ayant recours à cette forme de rétribution, contre seulement 2,6 % des revues francophones (Tableau 30).

En comparant les régions géographiques, nous observons que les revues hébergées au Québec sont plus nombreuses à offrir des crédits de dégrèvement, tandis que celles qui sont hébergées dans la francophonie canadienne ont plus tendance à offrir des honoraires ou un salaire (Tableau 31).

Tableau 30. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la langue de publication de la revue

	Français	Bilingue	Total
Aucune, c'est volontaire	64,1 %	66,7 %	65,3 %
Des crédits de dégrèvement sont accordés par l'institution d'attache	33,3 %	8,3 %	21,3 %
Des honoraires ou un salaire sont prévus	2,6 %	25,0 %	13,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

[49] Tableau 68.
[50] Tableau 69.

Tableau 31. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Aucune, c'est volontaire	65,9 %	64,5 %	65,3 %
Des crédits de dégrèvement sont accordés par l'institution d'attache	29,5 %	9,7 %	21,3 %
Des honoraires ou un salaire sont prévus	4,5 %	25,8 %	13,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concernant le modèle d'abonnement, les revues en libre accès sont plus susceptibles de ne pas rémunérer leur directeur ou directrice (77,8 %), alors que les revues par abonnement offrent davantage de crédits de dégrèvement (36,7 % contre 11,1 % pour le libre accès) et des honoraires ou un salaire (16,7 % contre 11,1 %) (Tableau 32).

Tableau 32. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue selon la région

	Abonnement	Libre accès	Total
Aucune, c'est volontaire	46,7 %	77,8 %	65,3 %
Des crédits de dégrèvement sont accordés par l'institution d'attache	36,7 %	11,1 %	21,3 %
Des honoraires ou un salaire sont prévus	16,7 %	11,1 %	13,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

Perspectives d'évolution des revues

En conclusion, nous présentons les points de vue des revues quant à leur avenir et leur degré d'optimisme concernant les publications en français.

Les données révèlent des différences notables entre les revues francophones et bilingues, notamment en ce qui concerne leur confiance dans leur avenir financier, leurs efforts pour améliorer cette situation ainsi que leur optimisme quant à l'avenir des publications en français.

Tout d'abord, les revues francophones se montrent globalement moins confiantes en l'avenir financier de leur revue que les revues bilingues. En effet, 44,1 % des revues francophones se disent peu ou pas du tout confiantes dans leur avenir financier, comparativement à 29,4 % des revues bilingues (Tableau 33). Bien que les revues soient confrontées à des défis financiers, les partenariats solides qu'elles ont su développer et entretenir favorisent un certain optimisme. En effet, plusieurs revues bénéficient d'un

appui institutionnel précieux, notamment sous forme de soutien technique fourni par les bibliothèques universitaires, des plateformes de diffusion comme Érudit et des partenariats communautaires. Les subventions du CRSH et du FRQ jouent également un rôle essentiel en assurant une certaine stabilité financière. Par ailleurs, de nombreuses revues mettent en avant les avantages de la publication en libre accès, de plus en plus valorisé par les institutions académiques. Certaines revues soulignent également leur croissance continue ainsi que la consolidation de leur stabilité financière au fil du temps. Elles constatent, par exemple, une augmentation de leur lectorat et de leur réputation, certaines d'entre elles étant établies depuis plusieurs décennies. En outre, l'efficacité de la gestion éditoriale et l'engagement de leurs équipes sont souvent cités comme des facteurs clés de leur succès. Ces équipes se consacrent à l'amélioration constante des politiques éditoriales, à l'élargissement de la visibilité de la revue et à l'établissement de nouveaux partenariats stratégiques. Cela se reflète également dans les efforts déployés pour améliorer leur situation financière : 77,1 % des revues francophones affirment travailler activement à cette amélioration, tandis que cette proportion est de 68,6 % pour les revues bilingues[51]. Environ les trois quarts (72,9 %) des revues confient déployer des efforts pour améliorer la situation financière de leur revue[52].

Tableau 33. Confiance en l'avenir financier selon la langue de publication de la revue

	Français	Bilingue	Total
Pas du tout ou quelque peu confiant(e)	44,1 %	29,4 %	36,8 %
Assez ou complètement confiant(e)	55,9 %	70,6 %	63,2 %
Total	100 %	100 %	100 %
	Québec	Francophonie	Total
Pas du tout ou quelque peu confiant(e)	31,6 %	43,3 %	36,8 %
Assez ou complètement confiant(e)	68,4 %	56,7 %	63,2 %
Total	100 %	100 %	100 %
	Abonnement	Libre accès	Total
Pas du tout ou quelque peu confiant(e)	44,4 %	31,7 %	36,8 %
Assez ou complètement confiant(e)	55,6 %	68,3 %	63,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

[51] Tableau 71.
[52] Tableau 70.

Les revues mettent en place diverses stratégies pour améliorer leur situation financière. Parmi les efforts les plus courants, on trouve la demande de subventions, tant externes qu'internes, ainsi que la sollicitation de fonds ou des placements financiers.

Certaines revues cherchent à réduire leurs dépenses en supprimant des services, comme la vérification des sources, des références ou la détection du plagiat, et ont déjà abandonné des services externes tels que le graphisme pour la mise en page. D'autres envisagent de limiter l'accès à la revue, de réduire le nombre de numéros publiés par an, ou de cesser l'impression papier.

Des stratégies supplémentaires incluent l'instauration de frais pour les personnes autrices bénéficiant de financements, la création de numéros spéciaux payants ou même la vente de publicités. Enfin, certaines revues misent sur la relève en recrutant de jeunes chercheurs pour assumer certaines tâches, ou la mise sur pied d'un comité qui favorise l'entraide entre revues afin de soutenir les bonnes pratiques et de bénéficier d'expertises disponibles.

Certaines revues ne font pas d'efforts pour améliorer leur situation financière, car elles ne rencontrent pas de problèmes de cet ordre. Une revue précise que son objectif n'est pas de générer des revenus. Cependant, d'autres reconnaissent le fait d'un budget limité et d'une dépendance importante au bénévolat et au soutien en nature pour leur fonctionnement, comme l'indique un répondant : « We rely on a lot of volunteer and in-kind support. »

En ce qui concerne l'avenir des publications en français, les revues francophones sont moins optimistes que les revues bilingues. Environ 64,7 % des revues francophones estiment être « beaucoup ou énormément » optimistes pour l'avenir des articles en français, comparé à 81,2 % pour les revues bilingues (Tableau 34). En comparant les régions, nous pouvons constater que les revues du Québec sont plus optimistes pour l'avenir de la publication d'articles en français (84,6 % pour les revues au Québec et 67,8 % pour celles au sein de la francophonie canadienne) (Tableau 35).

Tableau 34. Optimiste pour l'avenir des publications d'article en français selon la langue de publication de la revue

	Francophone	Bilingue	Total
Pas du tout ou un peu	35,3 %	18,9 %	22,9 %
Beaucoup ou énormément	64,7 %	81,2 %	77,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 35. Optimiste pour l'avenir des publications d'article en français selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Pas du tout ou un peu	15,4 %	32,2 %	22,9 %
Beaucoup ou énormément	84,6 %	67,8 %	77,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

En résumé, les revues bilingues semblent plus confiantes en leur avenir financier et en la pérennité de leurs publications en français, tout en déployant des efforts pour améliorer leur situation. Les revues francophones sont moins confiantes que les revues bilingues en leur avenir financier et en l'avenir des publications en français. Elles disent fournir des efforts pour promouvoir la publication en français.

CONCLUSION

Le présent portrait que nous brossons de la diffusion savante en français risque d'être vite désuet, tant ce milieu évolue rapidement. À titre d'exemple, au moment d'écrire ces lignes, nous apprenons que la plateforme Érudit hébergera 21 nouvelles revues en 2026, le même nombre qu'en 2025. Les normes qui encadrent les pratiques de la diffusion savante évoluent rapidement aussi. Mentionnons notamment la nouvelle politique de libre accès des trois agences subventionnaires fédérales qui, de concert avec les tendances européennes et mondiales, vise le libre accès immédiat et gratuit aux publications scientifiques issues de projets de recherche menés par elles. Ces changements se produisent dans un contexte où la transition de la diffusion savante vers le numérique est bien entreprise et où l'anglicisation de la recherche et la marchandisation des savoirs se font sentir.

QUELQUES TENDANCES

L'analyse des données sur la langue des publications savantes confirme la domination de l'anglais comme langue de communication scientifique. Toutefois, ces données montrent également la résilience relative – et fragile – du français dans certains segments de l'écosystème de recherche canadien. Si les indicateurs fondés sur des bases de données, comme le Web of Science, tendent à accentuer le déclin des langues autres que l'anglais, l'utilisation de sources plus inclusives comme OpenAlex permet de nuancer ce constat en révélant une présence plus importante, bien que minoritaire, du français. Cette présence demeure toutefois fortement différenciée selon les disciplines : elle se maintient dans certains domaines, mais connaît un recul marqué dans les sciences sociales et humaines – domaines où elle conserve un pourcentage quand même plus élevé – et devient marginale dans les sciences naturelles.

Cette dynamique prévaut également au sein des revues scientifiques canadiennes : malgré une proportion importante de revues officiellement bilingues, l'anglais y domine largement. Ainsi, au-delà des politiques linguistiques formelles, ce sont les mécanismes d'évaluation de la recherche, les logiques de visibilité internationale et les structures éditoriales qui contribuent à orienter les choix linguistiques des chercheurs, souvent au détriment du français.

Les résultats montent également le rôle du libre accès dans la reconfiguration de cet équilibre linguistique. Les articles en français sont plus susceptibles d'être diffusés en libre accès que ceux en anglais, en particulier dans le contexte canadien où des infrastructures comme Érudit jouent un rôle central. Cette plus grande ouverture contribue à renforcer l'accessibilité et la circulation des savoirs en français, notamment

auprès de publics non académiques, et peut ainsi constituer un levier important pour soutenir la vitalité de cette langue dans la communication scientifique. Toutefois, cette dynamique positive est contrebalancée par certaines contraintes, tels les embargos ou la fragilité économiques des revues, particulièrement celles en français.

L'analyse des demandes de subventions et de bourses révèle que les dynamiques linguistiques ne se limitent pas à la publication, mais traversent l'ensemble du système de recherche : le recours au français y est en déclin dans plusieurs contextes, bien que les taux de succès tendent à s'équilibrer entre les langues.

Ces constats invitent à dépasser une lecture strictement descriptive pour envisager des interventions structurantes – qu'il s'agisse de politiques d'évaluation, de soutien aux infrastructures éditoriales ou de valorisation du multilinguisme – afin de préserver une diversité linguistique essentielle à la production et à la diffusion des connaissances.

LES REVUES

Les données de notre sondage permettent de connaître les perceptions du personnel des revues à l'égard de la situation de leurs revues dans le contexte actuel. Un peu plus du tiers des répondants au sondage a observé une baisse du nombre d'articles soumis en français. Cette proportion est plus élevée au sein des revues francophones. Par ailleurs, nous observons que dans les revues bilingues, la proportion des articles publiés en français est plus faible dans celles que l'on trouve en dehors du Québec.

Nous savons que, même si elles ne sont pas épargnées, les disciplines des sciences sociales et humaines et celles des arts et lettres sont celles où l'anglicisation de la recherche se fait un peu moins sentir, comparativement aux disciplines des STIM et de la santé. Cela peut expliquer que la majorité (81 %) des revues qui publient en français au Canada se situent dans ces disciplines. Cela est encore plus vrai pour les revues qui publient en français uniquement (90 %) : seules quelques-unes de ces revues œuvrent dans des disciplines des STIM ou des sciences de la santé.

Plusieurs revues bilingues, particulièrement dans la francophonie hors Québec, font des efforts pour publier davantage d'articles en français. Elles diffusent des appels de textes en anglais et en français ainsi que de la publicité en français. Certaines revues ont dit proposer des numéros en français ou solliciter des textes directement auprès de chercheurs francophones. Au Québec, les revues qui bénéficient d'un appui du Fonds de recherche du Québec doivent publier au moins la moitié de leurs articles en français. Nous pouvons nous demander si le CRSH, qui finance des revues bilingues, pourrait exiger qu'une proportion d'articles soient publiés en français . Cela rejoint l'une des recommandations formulées par le Comité permanent de la science et de la recherche dans leur étude sur la recherche et la publication scientifique en français au

Canada qui demande que des mesures incitatives soient mises en place par les agences subventionnaires « pour encourager les revues savantes bilingues qu'ils financent à publier une proportion plus grande d'articles en français » (Chambre des communes, 2023a, p. 53).

Nous avons pu constater d'ailleurs que le financement provenant des agences subventionnaires et, dans une moindre mesure, des institutions d'attache, contribue pour une bonne part aux revenus des revues. Les revues du Québec ont accès à des fonds provenant du CRSH et du FRQ, tandis que les revues hébergées en dehors du Québec ne semblent pas bénéficier de fonds en provenance d'agences subventionnaires provinciales. Plusieurs répondants, notamment des revues en libre accès, ont mentionné l'importance du bénévolat et des contributions en nature pour assurer le fonctionnement de leur revue. **La reconnaissance du service à la collectivité par les institutions joue donc un rôle essentiel pour les revues et certains demandent un meilleur dégrèvement de charges pour mieux se consacrer à leur revue.**

Plusieurs répondants disent fournir des efforts pour assurer la survie financière de leur revue. En plus de faire des demandes de financement ou de diversifier les sources de financement, des répondants ont mentionné devoir supprimer certains services, comme la vérification des sources, la détection du plagiat, la mise en page, ou d'envisager la cessation de l'impression en format papier et de diminuer le nombre de numéros publiés annuellement, pour faire face aux limites financières de leurs revues. **Cela montre l'importance d'un appui financier et matériel pour assurer la qualité des publications en français.**

Nous avons observé que le virage vers le libre accès a été pris par la majorité des revues qui publient en français, et que globalement, cela ne semble pas avoir été difficile. La majorité des revues disent avoir reçu une aide financière ou technique pour faciliter cette transition. Certaines revues constatent un besoin financier accru pour passer au libre accès afin de compenser la perte des revenus des abonnements. Les revues en libre accès sont plus nombreuses en proportion à avoir vu une hausse de consultation des articles ces cinq dernières années. Cela reflète sans doute un meilleur accès et une découvrabilité accrue des articles publiés en libre accès.

Les revues font preuve d'une certaine résilience et d'une capacité à s'adapter à un environnement changeant. On le voit par les efforts qu'elles disent mener pour assurer leur viabilité financière et prendre le virage du libre accès. **Des répondants demandent un meilleur appui technique pour faire face à cet environnement complexe et changeant, comme de l'aide pour mieux indexer leur revue et la rendre plus découvrable**. De fait, si les responsables doivent posséder des compétences dans le

travail d'édition, d'autres compétences sont aussi requises pour assurer le succès d'une revue. Celui-ci requiert de ses responsables des compétences pour publiciser les activités de la revue sur les médias sociaux et pour s'adapter au cadre normatif qui guide les bonnes pratiques en matière d'édition savante. Le risque pour les revues qui ont des ressources limitées est de les voir réduire leurs dépenses. Dans certains cas, la réduction des dépenses peut signifier une capacité réduite de vérifier des cas de plagiat. Dans d'autres cas, elles recourent à des bénévoles, notamment à des personnes moins expérimentées, pour effectuer certaines tâches.

Si la majorité des revues sondées semblent plutôt confiantes quant à leur avenir financier et à l'égard des publications en français, il reste qu'une proportion assez importante d'entre elles sont peu, voire pas du tout, confiantes. Les revues francophones sont moins confiantes que les revues bilingues en leur avenir financier et en l'avenir des publications en français.

LES DÉPÔTS INSTITUTIONNELS

Comme nous l'avons vu avec la nouvelle politique des trois conseils en matière de libre accès, les dépôts institutionnels sont appelés à jouer un rôle important pour rendre accessibles et découvrables les savoirs scientifiques. Depuis les années 2000, les dépôts institutionnels offrent une vitrine en libre accès à la production scientifique de chaque institution, la rendant ainsi plus visible et plus accessible. Bien que les dépôts ne soient pas des lieux d'édition originaux pour la plus grande majorité des publications qui y sont déposées, ils offrent néanmoins la possibilité d'accéder gratuitement aux thèses, publications scientifiques et autres travaux de recherche et de création qui se prêtent au dépôt numérique et qui ne seraient pas facilement accessibles autrement. Grâce à l'utilisation des protocoles et des standards internationaux, les dépôts institutionnels sont ouverts aux processus de conglomération et de moissonnage, et servent de cellules importantes dans l'infrastructure mondiale de la science et de l'érudition ouvertes. Une valeur ajoutée indéniable des dépôts institutionnels est leurs fonctions de préservation et de conservation à long terme ainsi que le contrôle de qualité des métadonnées et le respect des exigences en matière de droit d'auteur. Ces fonctions sont assurés par les bibliothèques universitaires qui en sont les gestionnaires désignés.

Il est important de noter que les dépôts institutionnels existants dans plusieurs universités francophones, bilingues ou anglophones (où existent des unités francophones) ne permettent pas d'effectuer des recherches selon la langue de publication, ce qui peut limiter leur découvrabilité. **Il serait souhaitable de sensibiliser les institutions à la pertinence d'inclure un filtre pour permettre de faire un meilleur repérage des publications en français.**

Au Canada, une grande majorité des institutions francophones et bilingues maintiennent un dépôt institutionnel. En l'absence d'une telle plateforme institutionnelle, les autrices et auteurs ont l'option de déposer leurs travaux dans des dépôts d'adoption (c'est-à-dire les dépôts d'autres universités qui accueillent des publications de chercheurs situés dans leur province ou région) ou dans une archive ouverte disciplinaire ou pluridisciplinaire.

La création récente et l'adoption grandissante du service national de dépôt partagé Scholaris fournissent des conditions favorables pour faciliter le partage des connaissances, favoriser la collaboration et augmenter la découvrabilité et l'impact de l'excellence en recherche au Canada.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES ET LES MAISONS D'ÉDITION SAVANTE

Les presses universitaires sont un lieu de publication important pour les chercheuses, chercheurs et les personnes autrices, offrant une plateforme de diffusion des travaux de recherche et de création, le plus souvent en format de monographie.

Les six presses universitaires francophones et bilingues canadiennes, recensées dans le cadre de la présente étude, contribuent grandement à la diffusion des connaissances dans différents domaines tant au Canada qu'au sein de la francophonie internationale. Les presses universitaires des institutions anglophones, telles que celles des universités Concordia, McGill, York, etc., accueillent également des ouvrages et des collections de langue française, augmentant ainsi le choix de lieux de publication.

Quant aux maisons d'édition, plusieurs d'entre elles se joignent à la panoplie des lieux de diffusion savante en français au Canada, en offrant des collections spécialisées, des ouvrages de vulgarisation scientifique, et en explorant des sujets et des genres qui ne seraient pas autrement disponibles à travers les plateformes traditionnelles de publication scientifique, telles que des revues ou des presses universitaires.

Dans l'ensemble, nous avons observé une relative stabilité quant à l'offre d'ouvrages en français dans les presses universitaires et les maisons d'édition.

L'ÉCOSYSTÈME DE LA DIFFUSION SAVANTE EN FRANÇAIS

Notre étude montre une certaine résilience de l'écosystème de la diffusion savante en français, particulièrement dans les domaines des sciences sociales, humaines, des arts et des lettres. La pérennité de cet écosystème repose sur plusieurs piliers institutionnels et l'engagement de nombreux acteurs, comme ceux du gouvernement fédéral et, au Québec, du gouvernement provincial, ainsi que les ressources et services offerts par les universités d'attache des revues. En plus d'offrir des conditions facilitant l'engagement

de leur personnel enseignant dans la gestion d'une revue (crédits de dégrèvement, par exemple), les universités développent des services de dépôts institutionnels qui contribuent directement à la diffusion et la découvrabilité des publications de leur corps enseignant. Soulignons également l'importance des services offerts par Érudit qui hébergent les deux tiers des revues publiant en français au Canada. Les institutions universitaires offrent un appui essentiel aux transformations et au développement souvent requis par le monde de la diffusion savante. Évoluant dans un environnement complexe en rapide changement, les revues, les presses universitaires et les dépôts institutionnels reposent grandement sur l'appui offert par les institutions universitaires, les agences de financement et les nombreuses expertises et ressources requises et qui ne sont pas toujours comptabilisées pour assurer leur fonctionnement et leur développement. Les divers acteurs qui contribuent au monde de la diffusion savante en français contribuent au rayonnement de la science en français et des institutions universitaires francophones ou bilingues du Canada. Pour cette raison, **les institutions universitaires devraient faire un état des lieux de la diffusion savante en français à l'interne et déterminer ce qui pourrait être fait pour mieux appuyer ces acteurs** .

ANNEXE I – MÉTHODOLOGIE POUR LE SONDAGE

La recension des revues qui publient en français a été réalisée en utilisant les informations disponibles sur la plateforme Érudit, la liste des membres de l'Association des revues savantes canadiennes et le répertoire Centre for Digital Scholarship de University of New Brunswick. Pour compléter le recueil des informations, nous avons consulté les sites Web des revues et dans le cas de revues hébergées dans une université, nous en avons profité pour vérifier s'il y avait d'autres revues qui publient en français. Après avoir éliminé les revues inactives, nous avons répertorié 245 revues francophones ou bilingues canadiennes à qui nous avons envoyé une invitation à participer au sondage.

Notre sondage a été diffusé en ligne. Il a permis de sonder les revues scientifiques francophones ou bilingues dans l'ensemble du Canada. Ce sondage avait comme objectif de recueillir des informations sur la gestion des articles soumis, sur l'accès et la consultation des revues, sur la transition vers le libre accès, sur les aspects financiers des revues, sur la rétribution et la gestion des revues et sur les perspectives. La collecte de données s'est échelonnée sur trois mois, soit d'octobre à décembre 2023. En tout, 106 revues ont répondu à l'appel, mais toutes n'ont pas répondu au sondage. Seulement 82 revues participantes ont été retenues à des fins d'analyses.

La majorité des répondants (69,5 %) occupaient un poste de direction, tandis qu'environ un répondant sur 10 est soit un membre du comité de rédaction (11,0 %) ou d'adjointe ou adjoint administratif (9,8 %). Le reste (8,5 %) occupait le poste de rédacteur en chef[53]. Plus de la moitié des revues (57,3 %) qui ont participé au sondage sont hébergées au Québec, tandis que 42,7 % se trouvent à l'extérieur de la province[54], dont la majorité est hébergée en Ontario (71,4 % des revues à l'extérieur du Québec).

Le tableau suivant montre comment l'échantillon se compare à l'ensemble des revues qui publient en français. Nous pouvons constater une surreprésentation des revues hébergées au Québec dans notre échantillon ainsi que des revues qui publient en français uniquement[55]. Toutefois, nous observons une sous-représentation des revues qui publient en français uniquement et qui sont hébergées au Québec.

[53] Tableau 37.
[54] Tableau 38.
[55] Une revue publie également des articles en espagnol.

Tableau 36. Comparaison entre les données de notre échantillon et l'ensemble des revues canadiennes qui publient en français

	Ensemble des revues	Échantillon
Revues hébergées au Québec	44 %	57 %
Revues qui publient en français uniquement	25 %	54 %
Proportion des revues qui publient en français uniquement et qui sont hébergées au Québec	82 %	72 %
Revues qui proposent des abonnements (incluant celles qui ont un accès libre restreint)	40 %	40 %

ANNEXE II – TABLEAUX

Tableau 37. Rôle des répondants

	Nombre	%
Direction	57	69,5 %
Membre du comité de rédaction	9	11,0 %
Secrétaire, adjointe ou adjoint administratif	8	9,8 %
Rédacteur en chef	7	8,5 %
Autre	1	1,2 %
Total général	**82**	**100,0 %**

Tableau 38. Proportion des revues hébergées au Québec vs dans la francophonie

	Nombre	%
Québec	47	57,3 %
Francophonie	35	42,7 %
Total général	**82**	**100,0 %**

Tableau 39. Nombre de services d'hébergement et d'agrégation utilisés par les revues

	Nombre	%
0	2	2,4 %
1	25	30,5 %
2	31	37,8 %
3	11	13,4 %
4	5	6,1 %
5	5	6,1 %
6	2	2,4 %
9	1	1,2 %
Total général	**82**	**100 %**

Tableau 40. Services d'hébergement et d'agrégation les plus populaires

	Nombre	%
Érudit	66	80,5
EBSCO	28	34,1
Site Web de l'hôte	23	28,0
Open Journal System (OJS)	21	25,6
ProQuest	9	11,0
Jstor	7	8,5
Project Muse	6	7,3
Open Edition	5	6,1
Total général	**82**	**100**

Tableau 41. Langue de fonctionnement de la revue

	Nombre	%
Plus souvent en français	**56**	**69,1 %**
L'anglais et le français également	**12**	**14,8 %**
Plus souvent en anglais	**13**	**16,0 %**
Total général	**81**	**100 %**

Tableau 42. Langue de fonctionnement selon la langue de publication de la revue

	Français	Bilingue	Total
Plus souvent en français	100,0 %	34,2 %	69,1 %
L'anglais et le français également	0,0 %	31,6 %	14,8 %
Plus souvent en anglais	0,0 %	34,2 %	16,0 %
Total général	**100 %**	**100 %**	

Tableau 43. Langue de publication des revues

	Nombre	%
Francophone	44	53,7 %
Bilingue	38	46,3 %
Total général	**82**	**100,0 %**

Tableau 44. Diminution du nombre d'articles soumis à la revue ces 10 dernières années

	Nombre	%
Francophone	17	39,5 %
Bilingue	12	31,6 %
Total	29	35,8 %

Tableau 45. Efforts pour accroître la proportion d'articles publiés en français au sein des revues bilingues

	Québec	Francophonie	Total
Effort	46,2 %	80,0 %	68,4 %
Total général	**13**	**25**	**38**

Tableau 46. Format de publication des revues

	Nombre	%
En ligne seulement	57	70,4 %
Imprimé et en ligne	22	27,2 %
Imprimé seulement	2	2,5 %
Total général	**81**	**100 %**

Tableau 47. Format de publication selon la langue de la revue

	Français	Bilingue	Total
En ligne seulement	69,8 %	71,1 %	70,4 %
Imprimé et en ligne	27,9 %	26,3 %	27,2 %
Imprimé seulement	2,3 %	2,6 %	2,5 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 48. Type d'accès à la revue

	Nombre	%
Abonnement seulement	4	5,1 %
Abonnement et libre accès après une période d'embargo	26	32,9 %
Abonnement et libre accès en freemium	2	2,5 %
Libre accès intégral	47	59,5 %
Total général	**79**	**100 %**

Tableau 49. Type d'accès à la revue selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Abonnement seulement	0,0 %	12,1 %	5,1 %
Abonnement et libre accès après une période d'embargo	37,0 %	27,3 %	32,9 %
Abonnement et libre accès en freemium	2,2 %	3,0 %	2,5 %
Libre accès intégral	60,9 %	57,6 %	59,5 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 50. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années

	Nombre	%
À la baisse	3	4,5 %
Plutôt stable	20	29,9 %
À la hausse	37	55,2 %
En dents de scie	7	10,4 %
Total général	**67**	**100 %**

Tableau 51. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon la langue de publication

	Français	Bilingue	Total
À la baisse	6,3 %	2,9 %	4,5 %
Plutôt stable	31,3 %	28,6 %	29,9 %
À la hausse	56,3 %	54,3 %	55,2 %
En dents de scie	6,3 %	14,3 %	10,4 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 52. Les tendances de consultation des articles depuis les 5 dernières années selon le type d'accès

	Abonnement	Libre accès	Total
À la baisse	6,9 %	2,6 %	4,5 %
Plutôt stable	37,9 %	23,7 %	29,9 %
À la hausse	48,3 %	60,5 %	55,2 %
En dents de scie	6,9 %	13,2 %	10,4 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 53. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années

	Nombre	%
À la baisse	1	3,8 %
Plutôt stable	13	50,0 %
À la hausse	11	42,3 %
En dents de scie	1	3,8 %
Total général	**26**	**100 %**

Tableau 54. Les tendances de consultation des articles en français au sein des revues bilingues depuis les 5 dernières années selon la région

	Québec	Francophonie	Total
À la baisse	0,0 %	6,3 %	3,8 %
Plutôt stable	50,0 %	50,0 %	50,0 %
À la hausse	50,0 %	37,5 %	42,3 %
En dents de scie	0,0 %	6,3 %	3,8 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 55. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès

	Nombre	%
Pas du tout	25	42,4 %
Un peu	26	44,1 %
Beaucoup	7	11,9 %
Énormément	1	1,7 %
Total général	**59**	**100 %**

Tableau 56. Difficultés rencontrées pour créer une revue en libre accès selon la langue de publication des revues

	Français	Bilingue	Total
Pas du tout	38,7 %	46,4 %	42,4 %
Un peu	45,2 %	42,9 %	44,1 %
Beaucoup	16,1 %	7,1 %	11,9 %
Énormément	0,0 %	3,6 %	1,7 %
Total général	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Tableau 57. Types de difficultés rencontrées

	Nombre	%
Financières	26	76,5 %
Techniques	17	50,0 %
Total général	**34**	-

Tableau 58. Aide pour assurer la transition au libre accès

	Nombre	%
Oui	26	63,4 %

Tableau 59. Aide pour assurer la transition au libre accès selon la langue de publication de la revue

	Français	Bilingue	Total
Oui	61,5 %	66,7 %	63,4 %

Tableau 60. Aide pour assurer la transition au libre accès selon la région

	Québec	Francophonie	Total
Oui	64,0 %	62,5 %	63,4 %

Tableau 61. Type d'aide reçue

	Nombre	%
Financière	15	60,0 %
Technique	19	76,0 %
Total général	**25**	-

Tableau 62. Provenance de l'aide financière

	Nombre	%
Agence subventionnaire	15	93,8 %
Mon université	6	37,5 %
Total général	**16**	-

Tableau 63. Provenance de l'aide technique

	Nombre	%
Mon université	13	68,4 %
Service en provenance d'un autre organisme (Érudit)	10	52,6 %
Total général	**19**	-

Tableau 64. Les dépenses en espèce pour assurer le fonctionnement de la revue pour l'année 2022-2023

	Nombre	%
Moins de 10 000 $	18	25,7 %
10 000 $ à 50 000 $	37	52,9 %
Plus de 50 000 $	15	21,4 %
Total général	**70**	**100 %**

Tableau 65. Les revenus pour l'année 2022-2023

	Nombre	%
Moins de 10 000 $	27	41,5 %
10 000 à 50 000 $	23	35,4 %
Plus de 50 000 $	15	23,1 %
Total	65	100 %

Tableau 66. Couverture du financement par le financement interne en provenance de l'institution

	Nombre	%
25 % et moins	5	38,5 %
26 à 50 %	5	38,5 %
Plus de 50 %	3	23,1 %
Total	13	100 %

Tableau 67. Couverture par une agence subventionnaire

	Nombre	%
25 % et moins	4	11,1 %
26 à 50 %	8	22,2 %
Plus de 50 %	25	69,4 %
Total	36	100 %

Tableau 68 Couverture du financement par les partenaires

	Nombre	%
25 % et moins	6	66,7 %
26 à 50 %	1	11,1 %
Plus de 50 %	2	22,2 %
Total	9	100 %

Tableau 69. Le mode de rétribution de la directrice ou du directeur de la revue

	Nombre	%
Aucune, c'est volontaire	49	65,3 %
Des crédits de dégrèvement sont accordés par l'institution d'attache	16	21,3 %
Des honoraires ou un salaire sont prévus	10	13,3 %
Total général	**75**	**100 %**

Tableau 70. Effort pour améliorer la situation financière

	Nombre	%
Oui	51	72,9 %
Total	70	-

Tableau 71. Effort pour améliorer la situation financière des revues selon la langue et la région

	Français	Bilingue	Total
Proportion de revues qui font un effort	77,1 %	68,6 %	72,9 %
	Québec	**Francophonie**	**Total**
Proportion de revues qui font un effort	74,4 %	71,0 %	72,9 %

RÉFÉRENCES

Acfas/Érudit (2023) *Reconnaître, valoriser, renforcer. Recommandations issues du Symposium québécois des revues savantes*. https://apropos.erudit.org/recommandations-revues/

Association canadienne des revues savantes (s.d.). *Membership Directory, Annuaire des membres*. https://www.calj-acrs.ca/members

Association canadienne des revues savantes. (2017, juillet). *Innovation, discoverability, and impact in journal publishing, A proposal from the Canadian Association of Learned Journals*.

Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC). (2018). Contrer les coûts insoutenables des revues savantes : un mémoire de l'ABRC. https://www.carl-abrc.ca/fr/nouvelles/memoire-sur-la-hausse-des-couts-de-revues-savantes/

Association des bibliothèques de recherche canadienne (ABRC). (2017). Groupe de travail sur l'édition savante au Canada [rapport final]. https://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2017/07/GTEPC_rapport_final_FR.pdf

Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) et Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA). (2022). *Bâtir ensemble le postsecondaire en français de l'avenir* [rapport complet du Bilan des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire]. https://egpostsecondaire.ca/documentation/

Association des presses universitaires canadiennes (APUC). (2017). *ACUP/APUC statement in response to the Canadian Scholarly Publishing Working Group final report.* https://acup-apuc.ca/wp-content/uploads/2017/07/ACUP-response-CSPWG-final-report-4July17-EN.pdf

Beall, J. (2016). Dangerous predatory publishers threaten medical research. *Journal of Korean Medical Science*, *31*, 1511–1513. https://doi.org/10.3346/jkms.2016.31.10.1511

Bequet, G. (2022). Journals preserved or how to turn Diamond into JASPER. Insights the UKSG journal, *35*. https://doi.org/10.1629/uksg.591

Bilodeau, M. (2021, 21 avril). La Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche gagne du terrain au Canada. *Affaires universitaires*. https://www.affairesuniversitaires.ca/actualites/la-declaration-de-san-francisco-sur-levaluation-de-la-recherche-gagne-du-terrain-au-canada/

Bosman, J., Frantsvåg, J. E., Kramer, B., Langlais, P.-C., et Proudman, V. (2021). OA Diamond Journals Study. Part 1: Findings. *Zenodo*. https://doi.org/10.5281/zenodo.4558704

Butler, L.-A., Matthias, L., Simard, M.-A., Mongeon, P. et Haustein, S. (2023). The oligopoly's shift to open access: How the big five academic publishers profit from

article processing charges. *Quantitative Science Studies*; *4*(4), 778-799. https://doi.org/10.1162/qss_a_00272

Céspedes, L., Hare, M., van Bellen, S., Mongeon, P. et Larivière, V. (2026). Funders open access mandates: uneven uptake and challenging models. *arXiv preprint*. https://doi.org/10.48550/arXiv.2603.03457

Céspedes, L., Kozlowski, D., Pradier, C., Sainte-Marie, M. H., Shokida, N. S., Benz, P., … et Larivière, V. (2025). Evaluating the linguistic coverage of OpenAlex: An assessment of metadata accuracy and completeness. *Journal of the Association for Information Science and Technology*, *76*(6), 884–895. https://doi.org/10.1002/asi.24979

Chambre des communes. (2023a). *Recherche et publication scientifique en français : Rapport et Réponse du gouvernement*. https://www.noscommunes.ca/Committees/fr/SRSR/StudyActivity?studyActivityId=11798767

Chambre des communes. (2023b). Réponse du gouvernement cinquième rapport du Comité permanent de la science et de la recherche. https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/fr/44-1/SRSR/rapport-5/reponse-8512-441-300

Coalition Publica (s.d.). *Pour les revues*. https://www.coalition-publi.ca/fr/pour-les-revues/

CoARA (s.d.). *What is CoARA?* https://www.coara.org/

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). (s.d.). *Lignes directrices pour l'évaluation du CV des trois organismes*. https://sshrc-crsh.canada.ca/fr/financement/formulaires-et-outils-demande-en-ligne/cv-trois-organismes/directrices-cv-trois-organismes.aspx

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). (2021, 30 juin). *Évaluation du Prix d'auteurs pour l'édition savante (PAES)*. https://www.sshrc-crsh.gc.ca/about-au_sujet/publications/evaluations/2021/asp_evaluation_summary-paes_evaluation_resume-fra.aspx

Couture, Marc (2020, 6 février). *Canadian OA scholarly journals: An exhaustive survey*. Version 1.0. Teluq. https://r-libre.teluq.ca/106/1/MCouture-OA-Canada-report.pdf

DOAJ. (2025). *Results of our community consultation: retiring the Seal, changes to our metadata – Part II*. https://blog.doaj.org/2025/01/08/results-of-our-community-consultation-forthcoming-changes-to-our-metadata-part-ii/

Di Bitetti, M. S., Ferreras, J. A. (2017). Publish (in English) or perish: The effect on citation rate of using languages other than English in scientific publications. *Ambio*, *46*, 121-127. https://doi.org/10.1007/s13280-016-0820-7

Dubois, M., Gingras, Y. et Rosental, C. (2016). Présentation. Pratiques et rhétoriques de l'internationalisation des sciences. *Revue française de sociologie*, *57*(3), 407-415. https://doi.org/10.3917/rfs.573.0407

Érudit. (s.d.-a). Le sceau DOAJ. https://www.erudit.org/public/documents/sceauDOAJ.pdf

Érudit. (s.d.-b.). Documentation DOAJ. https://apropos.erudit.org/documentation-doaj/

Érudit (2021). *Principes et politiques du libre accès. Note de recherche*. https://www.erudit.org/public/documents/libre_acces.pdf

Érudit (2022). *Signature de l'Initiative d'Helsinki*. https://apropos.erudit.org/signature-initiative-helsinki/

Gouvernement du Canada. (2015). *Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications (2015).* https://science.gc.ca/site/science/fr/financement-interorganismes-recherche/politiques-lignes-directrices/libre-acces/politique-trois-organismes-libre-acces-aux-publications-2015

Gouvernement du Canada (2025). *Version révisée provisoire de la Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications.* https://science.gc.ca/site/science/fr/financement-interorganismes-recherche/politiques-lignes-directrices/libre-acces/version-revisee-provisoire-politique-trois-organismes-libre-acces-aux-publications

Gouvernement du Québec (2022). *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne : Plan d'action gouvernemental 2022-2025*. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/langue-francaise/plan-rapports/plan-action-franco-2022.pdf

Gouvernement du Québec (2025, 17 février). *Soutien aux revues scientifiques en français (RE) 2025-2026*. https://frq.gouv.qc.ca/programme/soutien-aux-revues-scientifiques-re-2025-2026/#admissibilite

Grenier, J., Francoeur, J., Paquin, É., Trépanier, S. et Larivière, V. (2025). *Découvrabilité des contenus en français : de la culture à la science*. Magazine de l'Acfas. https://www.acfas.ca/publications/magazine/2025/02/decouvrabilite-contenus-scientifiques-francais-science

Groupe consultatif externe sur la création et la diffusion d'information scientifique en français (2026). Recherche en français et égalité réelle: Une occasion à saisir. https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/mandat.html

Grudniewicz, A., Moher, D., Cobey, K. D., Bryson, G. L., Cukier, S.,... Lalu, M. M. (2019). Predatory journals: No definition, no defence. *Nature*, *576*, 210-212. https://doi.org/10.1038/d41586-019-03759-y

Helsinki Initiative on Multilingualism in Scholarly Communication. (2019). Helsinki: Federation of Finnish Learned Societies, Committee for Public Information, Finnish Association for Scholarly Publishing, Universities Norway & European Network for Research Evaluation in the Social Sciences and the Humanities. https://doi.org/10.6084/m9.figshare.7887059

Kramer, B., Neylon, C. et Waltman, L. (2024). Barcelona Declaration on Open Research Information. *Zenodo*. https://doi.org/10.5281/zenodo.10958522

Lange, J. et Severson, S. (2021). What are the characteristics of Canadian independent, scholarly journals? Results from a website analysis. *The Journal of Electronic Publishing*, *24*(1). https://doi.org/10.3998/jep.153

Larivière, V. (2018). Le français, langue seconde? De l'évolution des lieux et langues de publication des chercheurs au Québec, en France et en Allemagne. *Recherches sociographiques*, *59*(3), 339-363. https://doi.org/10.7202/1058718ar

Larivière, V., Haustein, S. et Mongeon, P. (2015) The oligopoly of academic publishers in the digital era. *PLoS ONE*, *10*(6), e0127502. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0127502

Li, Y. (2025). Open access. Dans G. M. Banik, G. Baysinger, G., P. V. Kamat et N. Pienta (dir.), *The ACS Guide to Scholarly Communication*. ACS Publications. https://doi.org/10.1021/acsguide.10501

Lobet, D. et Larivière, V. (2022). *Étude sur le Prix d'auteurs pour l'édition savante et sur la situation du livre savant au Canada* [version remise à la Fédération des sciences humaines en avril 2022]. https://www.federationhss.ca/fr/programmes-politiques/paes/etude-paes-et-livres-savants

Moskovkin, V. M., Saprykina, T. V., Sadovski, M. V. et Serkina, O. V. (2021). International movement of open access to scientific knowledge: A quantitative analysis of country involvement. *The Journal of Academic Librarianship, 47*(1), 102-296. https://doi.org/10.1016/j.acalib.2020.102296

Ontario Council University Libraries (OCUL). (2015, 11 mai). *OCUL vendor renewal communication statement*. https://ocul.on.ca/sites/default/files/2015-05-11%20OCUL%20Vendor%20Renewal%20Communication%20Statement.pdf

OpenAlex (s.d.). https://openalex.org/works?page=1&filter=publication_year%3A2019-2024

Paquet, V., Van Bellen, S. et Larivière, V. (2023). Mesure de la proportion de publication en libre accès au Canada, un portrait national. *Documentation et bibliothèques*, *69*(2), 5-17. https://doi.org/10.7202/1101727ar

Parker, G. L. (2013). Presses universitaires. *L'Encyclopédie canadienne*. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/presses-universitaires

Partenariat des bibliothèques universitaires du Québec (s.d.) À propos du partenariat https://pbuq.ca/a-propos/

Patrimoine canadien. (2019). *Évaluation du Fonds du livre du Canada 2012-2013 à 2017-2018*. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/organisation/publications/evaluations/fonds-livre-canada.html

Patrimoine canadien. (2023). *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/fr/patrimoine-

canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/plan-action-langues-officielles/2023-2028.html

Piwowar, H., Priem, J., Larivière, V., Alperin, J. P., Matthias, L., Norlander, B., Farley, A., West, J. et Haustein, S. (2018). The state of OA: A large-scale analysis of the prevalence and impact of open access articles. *PeerJ, 6*, e4375. https://doi.org/10.7717/peerj.4375

Plan S. (s.d.). Les principes du Plan S. https://www.coalition-s.org/principes-du-plan-s/

Plateformes de dépôts canadiens. (s.d.). https://docs.google.com/spreadsheets/d/1LYaS1fbnYNEeWTN3ribt4j5whIfOIGIy-KXYgwfpspg/edit?gid=842684754#gid=842684754

PKP (Public Knowledge Project). (2024, 23 novembre). *OJS growth statistics*. Rpubs. https://rpubs.com/saurabh90/ojs-stats-2023

Pradier, C., Céspedes, L. et Larivière, V. (2026). How multilingual is scholarly communication? Mapping the global distribution of languages in publications and citations. *Journal of the Association for Information Science and Technology*, *77*(5), 699-713. https://doi.org/10.1002/asi.70055

Pradier, C., Céspedes, L., van Bellen, S., Alperin, J.P., et Larivière, V. (2026). Who needs national journals? Dissemination strategies in Canadian scholarly communication. [article soumis à la Revue canadienne des sciences de l'information et de bibliothéconomie].

Réseau circé. www.reseaucirce.org

Réseau canadien de documentation pour la recherche (s.d.). Les membres du RCDR. https://www.crkn-rcdr.ca/fr/les-membres-du-rcdr

Riddle, P., Simard, M.-A., Gone, P., Li, V. et Mongeon, P. (2023). The state of green open access in Canadian universities. *The Canadian Journal of Information and Library Science/La Revue canadienne des sciences de l'information et de bibliothéconomie*, *46*(2), 1-25. https://doi.org/10.5206/cjils-rcsib.v46i2.15358

Scientifique en chef du Québec (s.d.). Écosystème de la recherche, https://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/chiffres-cles/ecosysteme-de-la-recherche/

Senga, B. (2022, 1 février). *Il y a 1 an, l'Université Laurentienne se mettait à l'abri de ses créanciers.* Ici Radio-Canada. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1858522/un-an-crise-financiere-universite-laurentienne-protection-creanciers

Shearer, K., Chan, L., Kuchma, I., Mounier, P. (2020, 15 avril) Fostering bibliodiversity in scholarly communications: A call for action! *Zenodo*. https://zenodo.org/records/3752923

Simard, M.-A. (2020). *Production et usage de la littérature en libre accès : une comparaison internationale* [thèse de doctorat, Université de Montréal]. Papyrus. http://hdl.handle.net/1866/25997

Soffer, V. (2024, 6 novembre). *Les PUM rendent le savoir accessible à tous*. UdeM Nouvelles. https://nouvelles.umontreal.ca/article/2024/11/06/les-pum-rendent-le-savoir-accessible-a-tous/

SPARC. (2021). RE: Opposing The Merger Between Clarivate PLC and ProQuest LLC, https://sparcopen.org/wp-content/uploads/2021/10/SPARC-FTC-Letter-in-Opposition-to-the-Clarivate-ProQuest-Merger.pdf

Statistique Canada. (2022, 17 août). *Alors que le français et l'anglais demeurent les principales langues parlées au Canada, la diversité linguistique continue de s'accroître au pays*. Le Quotidien. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220817/dq220817a-fra.htm

STM Advancing trusted research. (s.d.). Total view – Uptake of open access (OA). https://stm-assoc.org/oa-dashboard/oa-dashboard-2024/uptake-of-open-access/

St-Onge, S., Forgues, É., Larivière, V., Riddles, A. et Volkanova, V. (2021). *Portrait et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada*. Acfas. https://www.acfas.ca/medias/avis-memoire/portrait-defis-recherche-francais-contexte-minoritaire-au-canada

Téluq. (s.d.). *Les modèles de libre accès*. Bibliothèque https://bibliotheque.teluq.ca/Ressources_Sujet_Publications_Libre_Acces/Modeles_Vert_Or_Platine

Tollefson, J. (2018). China declared world's largest producer of scientific articles. *Nature*, *553*(7686), 390-391.

van Bellen, S. (2025). Revues savantes canadiennes/Canadian scholarly journals [version 5.0] [Dataset]. *Borealis*. https://doi.org/10.5683/SP3/9ONCEU

van Bellen, S., Alperin, J. P. et Larivière, V. (2025). Scholarly publishing's hidden diversity: How exclusive databases sustain the oligopoly of academic publishers. *PloS ONE*, *20*(6), e0327015. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0327015

van Bellen, S. et Céspedes, L. (2024). Diamond open access and open infrastructures have shaped the Canadian scholarly journal landscape since the start of the digital era. *arXiv*. https://doi.org/10.48550/arXiv.2411.05942

Warren, J.-P. et Larivière, V. (2018). La diffusion des connaissances en langue française en sciences humaines et sociales. Les défis du nouvel environnement international. *Recherches sociographiques*, *59*(3), 327-337. https://doi.org/10.7202/1058717ar

Winter, C. et Sardino, M. M. (2024). La consolidation du marché et la communication savante. *HSS Commons*. https://doi.org/10.25547/B35Y-H096

Yoon, J., Kim, N. et Chung, E. (2023). Characteristics of scholarly journals published in non-English-speaking countries: An analysis of Library and Information Science SCOPUS journals, *Learned Publishing*, *36*, 14-24. https://doi.org/10.1002/leap.1520

ICRML
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

CIRLM
Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques est un organisme de recherche indépendant et sans but lucratif, créé grâce à un financement de Patrimoine canadien. Il exerce un rôle de leader, de rassembleur et de partenaire auprès des chercheurs, des organismes communautaires et des instances gouvernementales, afin de promouvoir une plus grande connaissance de la situation des minorités de langue officielle du Canada et une meilleure compréhension des enjeux prioritaires qui les concernent.

L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques reconnaît l'appui du gouvernement du Canada.

Canada

Nous joindre

18, avenue Antonine-Maillet
Maison Massey
Université de Moncton
Moncton NB E1A 3E9
www.icrml.ca